

La foi en action

Comment les organisations religieuses favorisent le
changement démographique en Afrique de l'Ouest

La foi en action

Comment les organisations religieuses favorisent le changement démographique en Afrique de l'Ouest

En bref

En Afrique de l'Ouest, la population va continuer à croître fortement dans les décennies à venir. La population de ces 16 États devrait presque doubler, passant de 402 millions aujourd'hui à environ 797 millions d'habitants d'ici 2050. Cela s'explique principalement par un taux de natalité élevé : aujourd'hui, entre la Mauritanie et le Nigeria, les femmes ont en moyenne quatre à sept enfants. Par conséquent, à moyen terme, davantage de personnes seront en concurrence pour les emplois, les places à l'école et les soins de santé. Les progrès sociaux et économiques sont des acquis de haute lutte des sociétés et des États. La diminution du nombre d'enfants est tout à la fois la condition préalable et le résultat du développement. Si les gouvernements et les populations ne parviennent pas à donner des perspectives aux jeunes, cela met en péril la possibilité pour de nombreuses personnes de mener une vie autodéterminée.

Avec la réduction des inégalités hommes-femmes, l'éducation des filles et la mise en œuvre des droits liés à la santé et les droits sexuels et reproductifs, les taux de natalité sont en baisse. En effet, lorsque les femmes terminent leurs études secondaires, travaillent et participent à tous les domaines de la vie, elles désirent généralement fonder une famille plus petite et ont des enfants plus tard. Dans les 16 pays d'Afrique de l'Ouest, cependant, les modèles patriarcaux prévalent encore dans de nombreuses régions : les filles ne sont souvent pas scolarisées – ou seulement en primaire – et les femmes sont souvent financièrement dépendantes de leurs maris. Dans de nombreux pays, il reste encore un long chemin à parcourir avant que les femmes puissent participer à la société sur un pied d'égalité avec les hommes. Pour y parvenir, les normes sociales ainsi que les valeurs culturelles et religieuses devront s'adapter à la réalité d'aujourd'hui.

Les communautés religieuses et leurs représentants peuvent jouer un rôle clé dans le ralentissement de la croissance démographique des pays d'Afrique de l'Ouest à moyen terme. Car...

- › ... les représentants religieux interprètent les textes sacrés pour les croyants et en tirent des recommandations d'action – également en matière d'égalité des sexes, d'éducation des filles, de planification familiale et de sexualité.
- › ... outre leurs valeurs traditionnelles et culturelles, les hommes et les femmes prennent en compte leur foi lorsqu'ils décident du moment de fonder une famille et du nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir. Ils font confiance aux imams, aux prêtres ou aux chefs religieux autochtones et leur demandent conseil lorsqu'ils ont des décisions importantes à prendre. Ils font confiance aux imams, aux prêtres ou aux chefs religieux autochtones et leur demandent conseil lorsqu'ils ont des décisions importantes à prendre.

Certaines organisations religieuses et représentants religieux sont déjà impliqués :

- › Ils développent des interprétations non sexistes de la Bible, du Coran ou d'autres textes religieux.
- › Ils réfutent les interprétations erronées largement répandues : le Coran ne rejette pas la planification familiale en soi, même si de nombreux religieux et croyants le supposent.
- › Ensemble avec leurs communautés, ils remettent en question les concepts de masculinité traditionnels et développent des alternatives positives.
- › Ils collectent et diffusent des arguments religieux en faveur de la planification familiale : ils argumentent, par exemple, que la santé maternelle et infantile sont des priorités qui ne devraient pas être mises en danger par d'autres grossesses notamment. Pour eux, la parentalité responsable passe par le fait de ne pas faire plus d'enfants que ce qu'un couple est capable de prendre en charge.
- › Ils soutiennent les jeunes et créent un climat dans lequel il est possible pour ces derniers de faire comprendre à leurs parents ou aux représentants religieux qu'ils souhaitent explorer et connaître leur sexualité.

Les communautés religieuses qui prônent l'égalité hommes-femmes, la planification familiale ou une approche plus ouverte de la sexualité emploient leur propre langage pour le faire. Celui-ci repose sur des valeurs religieuses et ne correspond pas toujours à une vision laïque des choses. Par exemple, habituellement, la planification familiale fait référence à diverses méthodes que les couples utilisent pour planifier le moment de fonder une famille et combien d'enfants ils souhaitent avoir. Pour les imams, en revanche, la planification familiale signifie plutôt que les parents laissent s'écouler suffisamment de temps entre deux grossesses.

Et ensuite ?

Les associations religieuses et les représentants religieux locaux peuvent stimuler et promouvoir le changement en lisant la Bible ou le Coran de manière non sexiste, en réfutant les interprétations erronées et en remettant en question les modèles traditionnels. Pour ce faire, ils doivent eux-mêmes accepter ce rôle et se mobiliser. De plus, leurs partenaires laïcs au sein des gouvernements, des autorités sanitaires et de la société civile devraient aussi prendre en compte et renforcer le potentiel de ces communautés religieuses.

A. Les partenaires laïcs des organisations religieuses devraient...

- › ... identifier les organisations religieuses, les groupes et les individus qui thématisent et promeuvent la planification familiale, l'égalité des sexes et l'éducation des filles au sein de leurs réseaux. Les représentants religieux influents peuvent être particulièrement précieux, car de nombreux religieux et croyants suivent leurs prises de position. Les personnes engagées sur ces thèmes ne sont certes pas encore majoritaires dans les communautés religieuses, mais il est important de s'appuyer sur le potentiel existant et de rallier à cette cause davantage de croyants.

- › ... renforcer l'implication des communautés et organisations religieuses dans leurs actions en faveur de l'égalité des sexes ou de la planification familiale. À la différence des acteurs laïcs, les représentants de l'islam, du christianisme ou des religions autochtones touchent également les personnes ayant des opinions religieuses particulièrement conservatrices et sont écoutés par ces dernières. En tant que relais d'opinion, ils peuvent aider à asseoir l'acceptation de la planification familiale dans leurs organisations et au sein de leurs communautés.
- › ... rechercher une terminologie adaptée pour travailler avec les communautés et les organisations religieuses sur le long terme. D'une part, ils doivent confronter les représentants religieux à la réalité : les femmes tombent enceintes involontairement, les adolescents sont sexuellement actifs, les menstruations sont taboues dans de nombreux endroits, ce qui nuit à l'éducation des jeunes femmes, et les rôles traditionnels des femmes et des hommes peuvent entraver leur développement personnel et celui de la société. D'autre part, ils doivent trouver un langage qui respecte les croyances des populations. Pour ce faire, les organisations laïques doivent savoir ce que les croyants entendent par des termes tels que la planification familiale et quelles valeurs les sous-tendent.

B. Les institutions et communautés religieuses et leurs représentants locaux devraient...

- › ... populariser des interprétations non sexistes des textes religieux et battre en brèche les mythes. L'image de communautés religieuses ne voyant les femmes que comme des mères et des épouses domine toujours. Les communautés religieuses sont les plus à même d'aller à l'encontre de ce stéréotype et de proposer des positions alternatives.
- › ... montrer aux religieux l'importance de l'égalité des sexes, de la planification familiale et de l'éducation des filles pour le développement socio-économique. En effet, la participation égale des femmes a une influence décisive sur l'accélération de la baisse de la fécondité dans les pays d'Afrique de l'Ouest.
- › ... développer leurs réseaux et constituer un catalogue suprarégional de bonnes pratiques afin de permettre aux communautés religieuses d'intensifier leurs échanges, de mettre en commun leurs forces et de diffuser les stratégies et les solutions les plus efficaces.
- › ... œuvrer pour l'égalité des sexes et impliquer davantage les hommes en la matière. Les hommes ont la même responsabilité que les femmes en ce qui concerne la sexualité et la famille. Pour cette raison, les organisations religieuses et leurs représentants devraient, par exemple, intensifier leurs efforts visant à élaborer des concepts alternatifs de la masculinité.

Table des matières

Avant-propos	6
1. Religion et démographie – une histoire éternelle	8
1.1 Le facteur divin ? De la relation entre religion et fécondité	12
1.2 Nombreux sont les facteurs qui déterminent le nombre d'enfants	18
2. À chaque religion sa vision des choses ?	22
2.1 Islam : les enfants ne vivent pas que d'amour et d'eau fraîche	24
2.2 Christianisme: l'ordre de « transmission de la vie »	26
2.3 Religions autochtones : offrir des fils aux ancêtres	28
3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique	34
3.1 Égalité des sexes : efforts à poursuivre	36
3.2 Éducation des filles : une scolarisation plus longue pour un meilleur avenir	39
3.3 Santé sexuelle : tous n'ont pas accès aux moyens de contraception ni aux connaissances	43
3.4 Planification familiale : mener un dialogue sur un pied d'égalité	46
3.5 L'autre moitié de l'humanité : les hommes aussi sont concernés	50
3.6 Réseaux et relais d'opinion : partage d'expérience international	52
4. Et ensuite ?	59

Avant-propos

Pour bon nombre de pays d'Afrique de l'Ouest, le changement démographique est autant source de défis que d'opportunités. Les conditions politiques, sociales et économiques doivent s'adapter au changement et la plupart des gouvernements de la région œuvrent déjà à l'élaboration de stratégies nationales pour le développement démographique et ont conscience de la corrélation entre pauvreté, éducation et fécondité. Les autorités traditionnelles et les communautés religieuses qui revêtent un rôle majeur en Afrique de l'Ouest, peuvent, fortes de leur statut d'institutions de confiance, contribuer à sensibiliser sur les conséquences d'une croissance démographique. Elles peuvent contribuer à sensibiliser citoyennes et citoyens à la notion d'égalité, l'éducation des filles et la planification familiale et encourager un changement durable des valeurs de l'intérieur des communautés elles-mêmes. Ceci est non seulement pertinent en termes de perspectives d'avenir pour les femmes, les filles et les jeunes et d'évolution pérenne en général, mais cela a également une autre incidence positive à moyen terme : une modification de la pyramide des âges de la population des pays d'Afrique de l'Ouest et ainsi l'espoir d'un essor économique.

Dans ce contexte, le Programme régional du dialogue politique en Afrique de l'Ouest de la fondation Konrad-Adenauer-Stiftung a déjà organisé ces dernières années de premiers formats d'échanges régionaux : Lors d'ateliers multiacteurs à Conakry/Guinée (2018) et Grand-Bassam/Côte d'Ivoire (2019), les participantes et participants issus de la recherche, de la politique, de communautés religieuses et de la société civile ont établi un plan d'action comprenant des propositions concrètes visant à harmoniser l'évolution démographique avec l'évolution socio-économique de la région. Les autorités traditionnelles et religieuses se sont à cet égard déjà vu attribuer un rôle prioritaire, notamment dans les domaines de l'éducation et de la planification familiale. Dans l'ensemble, force est de constater que les parties ont fait preuve d'une grande ouverture et étaient très enclines à débattre des différents aspects démographiques.

L'Institut de Berlin pour la Population et le Développement (Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung) a eu l'occasion de participer à la manifestation organisée à Grand-Bassam en 2019 et a d'ores et déjà joué un rôle clé dans l'échange de points de vue et de perspectives entre les participants d'Afrique de l'Ouest et d'Europe. Le présent travail de recherche « La foi en action – Comment les organisations religieuses favorisent le changement démographique » est un nouveau chapitre factuel et constructif sur l'échange et l'élaboration de politiques autour du thème de la démographie. Cette étude s'adresse plus particulièrement aux communautés religieuses, aux experts de la société civile et de la coopération internationale, aux responsables d'autorités scolaires et sanitaires, aux représentants du gouvernement et au public intéressé.

Les précédentes études de l'Institut de Berlin portaient essentiellement sur l'opposition mondiale de forces religieuses et conservatrices au droit d'autodétermination des femmes et leur impact sur les acquis en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris sur la planification familiale, dans les pays du continent africain notamment. Il existe dans bon nombre d'États d'Afrique, cependant aussi des communautés religieuses, des organisations et chefs religieux qui se mobilisent pour plus d'égalité hommes-femmes, de la planification familiale ainsi que pour une attitude plus ouverte face à la sexualité. Y a-t-il par conséquent une différence entre enseignement et pratique, entre l'interprétation de textes religieux et la foi vécue au quotidien ? Quelle est l'influence de la religion, de la religiosité et des normes culturelles sur le désir d'enfant et le nombre d'enfants souhaités ?

En cherchant des réponses à toutes ces questions, nous avons trouvé une multitude d'exemples mettant en évidence l'énorme potentiel du dialogue avec des groupes religieux, des organisations et leurs dirigeants pour relever les défis démographiques en Afrique de l'Ouest et saisir les opportunités d'un changement démographique. Nous souhaitons à tous les lectrices et lecteurs une agréable lecture et nous réjouissons à l'idée d'échanges nourris sur les résultats de l'étude et les recommandations d'action.

Abidjan et Berlin, au mois de juin 2021

Florian Karner

Responsable du Programme régional « Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest » de la fondation Konrad-Adenauer-Stiftung (jusqu'en juillet 2021)

Catherina Hinz

Directrice de l'Institut de Berlin pour la Population et le Développement

Remerciements

La fondation Konrad-Adenauer-Stiftung et l'Institut de Berlin pour la Population et le Développement remercient tous les interlocuteurs de nous avoir informés sur leur travail et leurs organisations dans le cadre de ce projet entre l'hiver 2020 et le printemps 2021. Ce document n'aurait pas non plus vu le jour sans la collaboration de Pelumi Olusanya (Mercator Fellow on International Affairs au sein de l'Institut de Berlin), Emma Kunz (stagiaire pendant la durée du projet) et Alisa Kaps (ex-chef de secteur Affaires internationales au sein de l'Institut de Berlin). Nous vous remercions également pour votre bonne collaboration et votre soutien.

1. Religion et démographie- une histoire éternelle

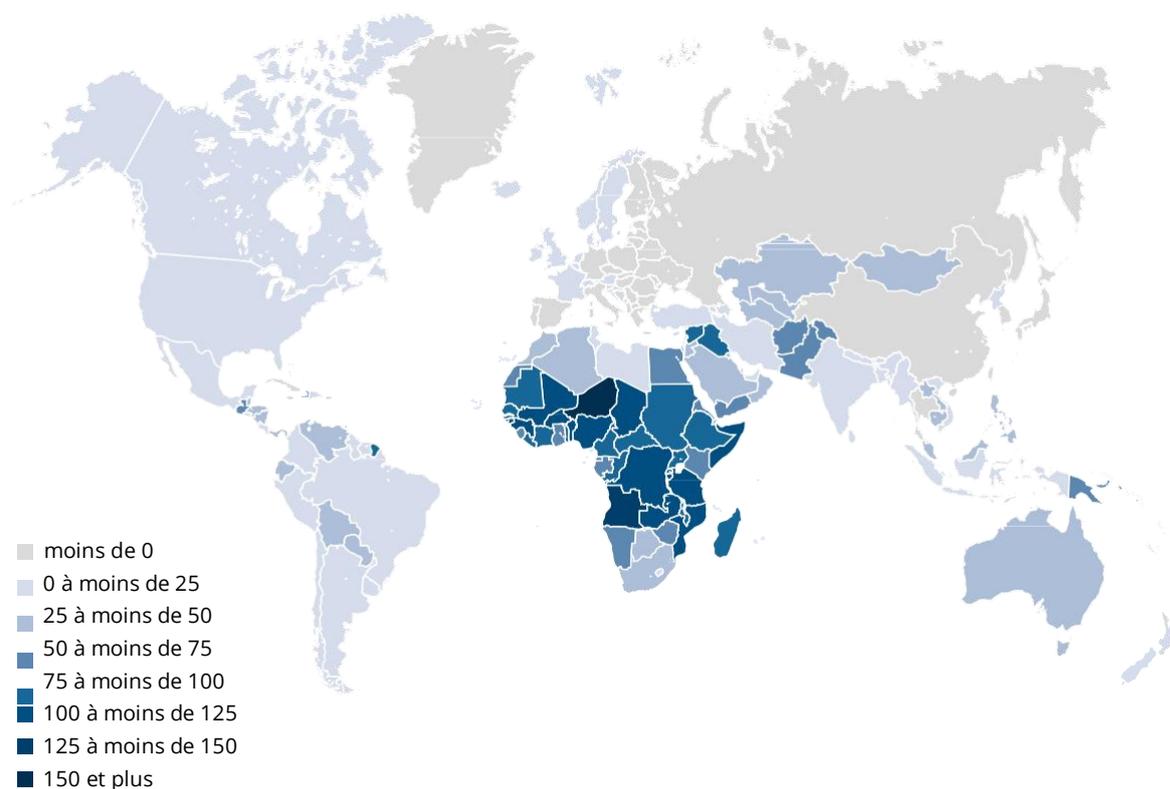


Les autorités religieuses de toutes confessions refusent d'interférer avec le cours divin des choses lorsqu'il s'agit de naissances, même dans les États d'Afrique de l'Ouest¹ qui connaissent les plus fortes hausses démographiques. Mais quel est le lien entre religion et évolution de la natalité ?

Selon les statisticiens des Nations Unies, la Terre comptera en 2050 environ 9,7 milliards de personnes, soit près de deux milliards de plus qu'aujourd'hui.² Mais cette hausse démographique touche désormais à sa fin. Depuis les années 1970 déjà, le taux de croissance est globalement en baisse et a diminué de moitié jusqu'à aujourd'hui pour atteindre 1%.³ Dans de nombreuses régions du monde, les femmes mettent de moins en moins d'enfants au monde. Au lieu de cela, elles travaillent plus souvent et, lorsqu'elles en ont la possibilité, font des choix de vie personnels. La maternité n'est là qu'un souhait parmi bien d'autres. Dans les pays industrialisés comme l'Allemagne, le Japon ou encore la France, la population vieillit et la pyramide des âges a désormais des airs de dôme du Taj Mahal.^{4,5} Mais la natalité ne baisse pas partout. Dans certaines régions de l'Asie du Sud et sur le continent africain, la pyramide des âges reste de forme pyramidale. Dans ces régions, la population continue de croître fortement : chaque nouvelle année compte plus de naissances que les précédentes et les personnes atteignent proportionnellement un âge moins élevé ; la base continue de s'élargir et le sommet de la pyramide s'affine. Les enfants qui voient le jour entre l'Algérie et l'Afrique du Sud devraient par conséquent représenter plus de la moitié de la croissance démographique dans les 30 prochaines années.⁶

Accroissement démographique par pays

Fig. 1 : estimation de la croissance démographique mondiale, en pour cent, de 2020 à 2050



Même si la fin de la croissance démographique mondiale commence à se dessiner, le nombre de personnes en âge de procréer peuplant la planète est aujourd'hui sensiblement plus élevé qu'il y a 60 ans seulement. En effet, la population mondiale s'accroît chaque année de près de 80 millions de personnes.⁷ Une tendance qui devrait se poursuivre, plus particulièrement dans les régions moins développées, telles que l'Afrique de l'Ouest et centrale. Aujourd'hui déjà, bon nombre de personnes sont sans emploi, n'ont pas accès aux services de santé ou à l'éducation et vivent par conséquent dans des conditions précaires.

(Source : UNDESA⁸)

Les États d'Afrique de l'Ouest en particulier, comme le Nigeria, le Niger, le Mali ou encore le Burkina Faso devraient connaître un accroissement considérable de leur population dans les décennies à venir. De nos jours, 402 millions de personnes peuplent l'ensemble de la région, un chiffre qui devrait atteindre 797 millions en 2050.⁹ En moyenne, les femmes y ont entre quatre et sept enfants¹⁰ et souhaitent souvent même en avoir davantage.¹¹ Normes socioculturelles, convictions religieuses, mais aussi l'absence d'égalité hommes-femmes, une mortalité infantile relativement élevée et le manque de possibilités d'éducation, en particulier pour les filles et les femmes, en sont les causes.¹² À moyen terme, l'évolution démographique entraînera une concurrence accrue pour les places à l'école et sur le marché du travail.

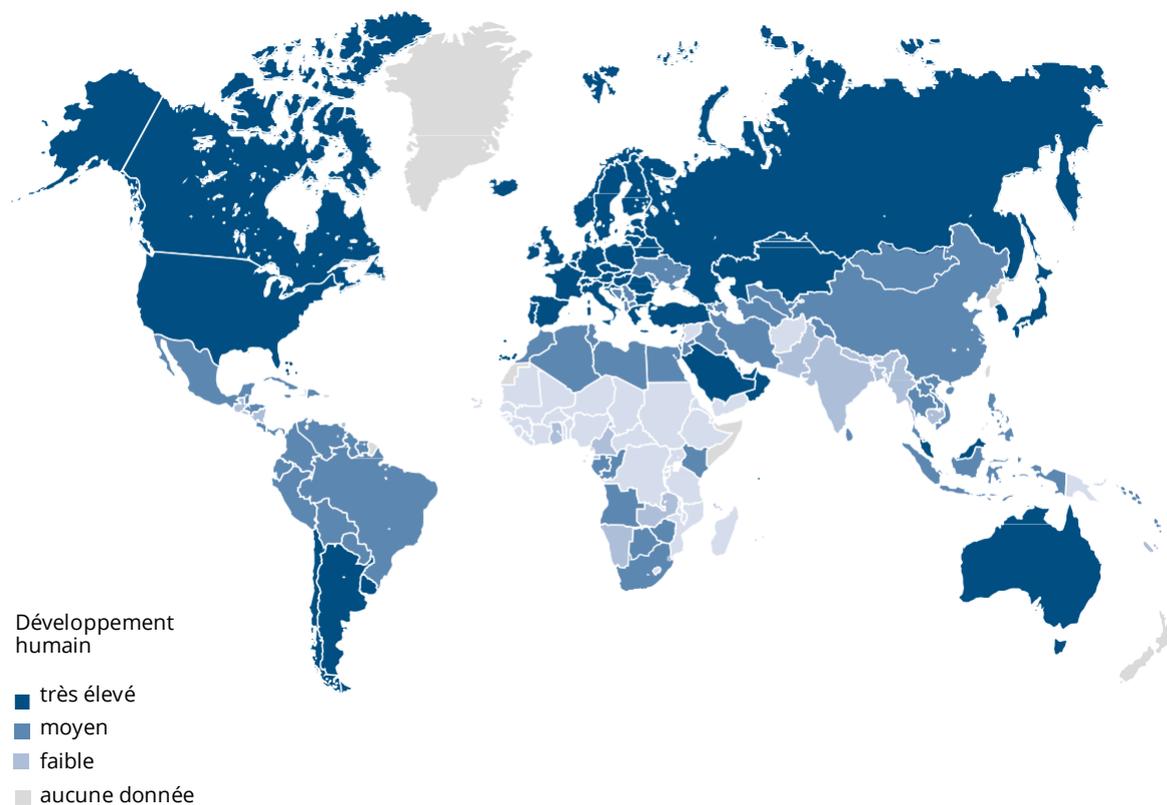
Les gouvernements doivent assurer un accès suffisant aux soins de santé et donner des perspectives aux jeunes. Si les États et les sociétés échouent, ils mettent en péril la possibilité pour bon nombre de personnes de mener une vie autodéterminée.

Tout le monde aspire à une vie décente

Beaucoup d'États peinent aujourd'hui déjà à mettre en place les infrastructures de santé et d'éducation requises pour leurs citoyens.^{13,14,15} En 2019, en Afrique de l'Ouest, environ 3,7 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire n'étaient pas scolarisés au motif qu'ils aidaient notamment à subvenir aux besoins de la famille. Ce chiffre n'est même pas basé sur des données complètes. Sept des 16 pays d'Afrique de l'Ouest ne disposent pas de chiffres actuels.¹⁶ L'économie a jusqu'à présent aussi bien souvent du mal à proposer un emploi stable aux jeunes.¹⁷ Entre 2010 et 2020, la population active d'Afrique de l'Ouest a augmenté en moyenne de 5,4 millions de personnes par an. Dans le même temps, entre 2000 et 2017, l'ensemble de l'Afrique subsaharienne n'enregistrait qu'environ neuf millions de nouveaux emplois par an, à savoir que seuls 2,6 millions d'entre eux étaient des emplois formels. Le reste étant des emplois informels ou des services indépendants dans le secteur agricole.^{18 19} Les personnes ayant la chance d'être nées dans des classes moyennes ou supérieures émergentes, peuvent espérer une perspective professionnelle et des revenus suffisants. La majeure partie, en revanche, doit se contenter de mauvaises perspectives professionnelles. Si la population augmente à l'avenir, les problèmes de répartition s'accroîtront. Chaque nouveau-né entraîne une hausse des besoins en biens sociaux, car chacun a le droit de mener une vie décente. D'ici 2030, environ 115 millions de personnes de plus qu'aujourd'hui devraient revendiquer leur place au sein des sociétés d'Afrique de l'Ouest.²⁰

Le progrès – une extrême urgence

Fig. 2 : Human Development Index (HDI) mondial, 2019



Sur le continent africain, les États doivent simultanément œuvrer à des conditions de vie décentes pour leur population et maîtriser le changement démographique – le tout dans des conditions difficiles. C'est ce que révèle notamment l'indice de développement humain (Human Development Index, HDI), créé par le PNUD pour décrire l'évolution du développement humain dans le monde. L'indice classe tous les pays en quatre catégories, selon l'espérance de vie, l'éducation et le revenu par habitant. Parmi les pays d'Afrique de l'Ouest, seuls le Ghana et le Cap Vert figurent dans la troisième catégorie « développement humain moyen ». Tous les autres pays figurent dans la quatrième catégorie « développement humain faible ».

(Source : UNDP²¹)

Des avancées socio-économiques dans les pays concernés devraient s'accompagner, à moyen terme, d'une baisse des taux de fécondité. Des exemples provenant d'Amérique du Sud ou d'Asie montrent que les femmes ont moins d'enfants lorsque les personnes estiment avoir de bons services de santé, lorsque leurs enfants peuvent apprendre et jouer avec des camarades de classe et lorsque leurs revenus suffisent à subvenir aux besoins de la famille. Une natalité en baisse pourrait par ailleurs favoriser le développement socioéconomique.²²

Si la pyramide des âges évolue du fait d'une baisse de la natalité et de meilleures conditions de vie, le nombre de naissances baissera dans les années à venir et la population active représentera progressivement l'essentiel de la population. En bref : la population active pouvant être productive et disponible sur le marché du travail serait alors considérable. Par ailleurs, la population active devrait s'occuper de moins en moins d'enfants et de jeunes. Cette pyramide des âges favorable est appelée bonus démographique. Si les conditions politiques et économiques sont réunies, elle peut se traduire par une reprise économique, appelée dividende démographique. Toutefois, pour la majorité des États africains, un tel essor économique lié à la démographie est encore loin d'être atteint. Selon les estimations des Nations Unies, dans la région, seuls le Cap Vert (depuis 2010), le Ghana (2035), la Sierra Leone (2040) et la Guinée-Bissau (2045) auront une telle pyramide des âges avant 2050.²³

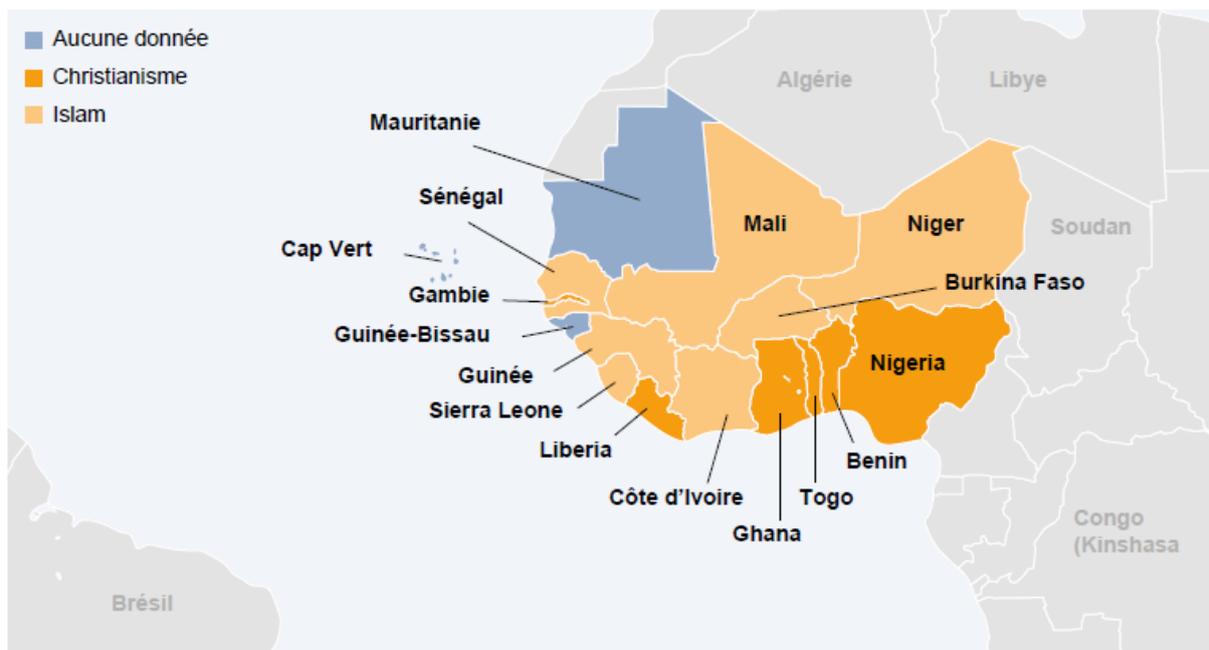
Tous les gouvernements d'Afrique de l'Ouest se sont déjà penchés sur les questions démographiques, de la fécondité au dividende démographique et se fixent comme objectif de diminuer la natalité sur le long terme.²⁴ Pour ne serait-ce que permettre un tel tournant, la politique démographique nationale devrait permettre aux femmes et à leur famille de décider en toute connaissance de cause du moment de fonder une famille et du nombre d'enfants qu'elles souhaitent avoir. D'autres pays africains comme l'Éthiopie ont investi ces dernières décennies dans la santé, l'éducation, l'emploi, l'égalité des sexes et la planification familiale. Les taux de fécondité y ont proportionnellement diminué.²⁵

1.1 Le facteur divin ? De la relation entre religion et fécondité

Lorsque les femmes veulent avoir moins d'enfants ou qu'elles se fixent d'autres priorités que la famille dans la vie, elles empruntent bien souvent un chemin difficile. Les époux, les (beaux-)parents ou d'autres membres de la famille s'opposent souvent à l'idée de limiter le nombre d'enfants ou à espacer davantage les grossesses. Certaines femmes se montrent elles aussi sceptiques ou rejettent une telle idée.²⁶ Pour beaucoup, avoir une famille nombreuse est considéré comme souhaitable. D'une part pour les avantages économiques qui en résultent – dans les régions rurales notamment. Ainsi, chaque paire de mains supplémentaire peut aider à nourrir tous les membres de la famille et prendre soin des parents quand ils vieillissent. D'autre part, nombreuses sont les personnes qui, pour des motifs religieux, refusent de déterminer eux-mêmes la taille de leur famille et s'en remettent-là plutôt à leur créateur.²⁷

Chrétiens et musulmans majoritaires parmi les croyants

Fig. 3 : groupe religieux majoritaire (renseignement personnel sur la religion)
par pays, 2016/2018



Ceux qui ne croient pas en Dieu et ne se sentent pas non plus appartenir à aucune autre religion devraient avoir du mal à trouver d'autres athées dans la plupart des pays africains. Il en va de même dans l'ouest du continent. En Sierra Leone, au Nigeria ou au Niger, la quasi-totalité des personnes se sent appartenir à une communauté religieuse. Si la plupart des personnes vivant dans les pays côtiers, tels que le Ghana, le Bénin, le Togo ou le Liberia consultent plus souvent la Bible, au Niger, au Mali ou en Gambie, elles étudient plutôt le Coran. Le christianisme et l'islam dominent certes le paysage religieux, mais l'on trouve aussi des religions autochtones dans de nombreux pays (cf. aussi graphique « La foi perdure sous formes hybrides », p. 29). De plus, les grandes communautés religieuses en particulier se mêlent aux traditions autochtones et aux coutumes religieuses.

(Source : Afrobaromètre²⁸)

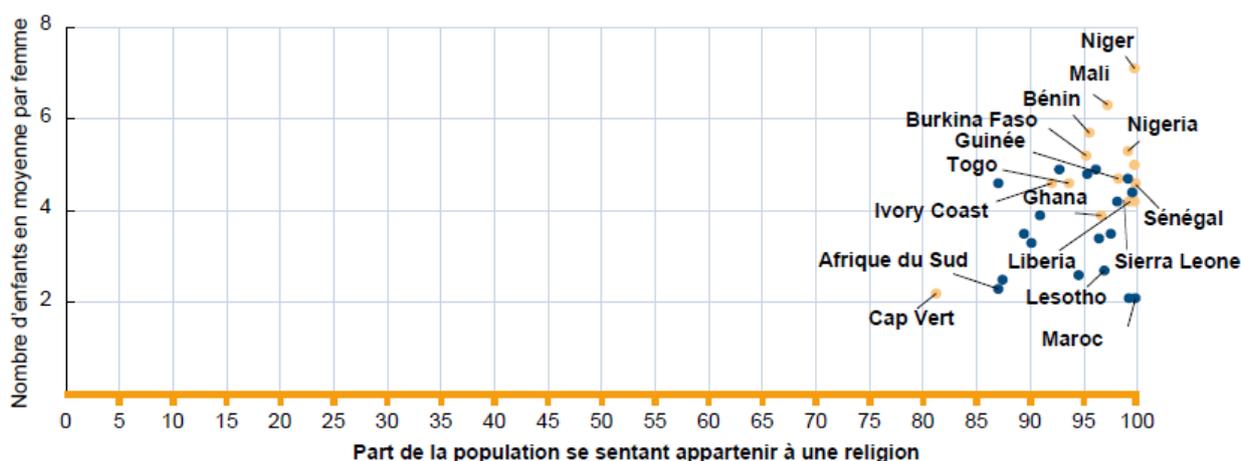
À première vue, l'on peut supposer que dans les pays d'Afrique de l'Ouest, la religion encourage le souhait d'avoir des familles nombreuses. Nombreuses sont les communautés où les chefs religieux jouent un rôle particulier : selon Afrobaromètre, un institut de sondage panafricain, près des trois quarts des personnes se fient là à leur imam, à leur prêtre et à d'autres autorités religieuses concernant de nombreuses questions existentielles (cf. encadré « Encourager les hommes à considérer leur rôle au sein de la société », p. 51–52). Ni les présidents ou parlements, ni les élus locaux ne jouissent d'une telle confiance de la part d'une si grande partie de la population : ils n'atteignent qu'environ 47 à 58 pour cent.^{29,30} Les hommes et les femmes n'appartiennent donc pas simplement à une religion d'un point de vue administratif, leur foi les guide, et les communautés respectives représentées par les autorités religieuses les soutiennent. Des observateurs en Afrique de l'Ouest et ailleurs pensent par conséquent que la religion et la foi peuvent influencer le comportement reproductif des personnes.^{31,32,33}

Nombreux croyants, nombreux enfants ?

Derrière l'hypothèse selon laquelle la religion influence la croissance démographique se cache une observation démographique évidente, mais cruciale, datant du siècle dernier. À l'époque, aux États-Unis, des scientifiques ont découvert que les femmes évoluant au sein de communautés catholiques et celles évoluant au sein de communautés protestantes n'avaient pas le même nombre d'enfants en moyenne, même s'ils n'arrivaient au début pas à expliquer ces différences. Était-ce dû aux communautés mêmes ? Avaient-elles éventuellement une conception différente de la façon de mener une vie pieuse ? Depuis les années 1960, des démographes cherchent des explications. De nombreuses publications scientifiques s'appuient aujourd'hui encore sur ces premières constatations provenant des États-Unis. L'intérêt est cependant retombé avec le temps, car les taux de fécondité chez les catholiques et les protestants n'ont cessé de se rapprocher au cours des décennies suivantes. Les démographes se sont donc intéressés à d'autres communautés religieuses et régions – notamment aux pays majoritairement musulmans dans la région MENA ou en Asie du Sud.^{34,35} Depuis, la recherche sur les taux de fécondité au sein de communautés religieuses connaît de multiples regains d'intérêts à intervalles irréguliers. Désormais, l'attention se porte surtout sur les régions du monde connaissant une croissance rapide.^{36,37} L'Afrique de l'Ouest est à cet égard un exemple particulier, parce que d'une part, un nombre important de personnes se sent appartenir à une religion et d'autre part, car les populations continuent de croître fortement et rapidement.

Appartenance religieuse ne signifie pas nécessairement grand nombre d'enfants

Fig. 4 : pays par part de la population se sentant appartenir à une religion, 2016/2018 et nombre moyen d'enfants par femme (15 à 49 ans), 2019



Dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest vivent beaucoup de familles nombreuses et de personnes religieuses. Il serait donc aisé d'y voir un lien. Le graphique représente 32 pays de toute l'Afrique en fonction de leur taux de fécondité et de la part de la population se sentant appartenir à une religion. Le nuage de points révèle que d'autres facteurs que celui de la religion pourraient expliquer le nombre élevé d'enfants. En effet, la quasi-totalité des habitants du Ghana et de Sierra Leone est certes croyante, mais les femmes n'y mettent au monde qu'en moyenne 3,9 ou 4,2 enfants, soit un à deux enfants de moins que la moyenne d'Afrique de l'Ouest.

(Source : Afrobaromètre³⁸, PRB³⁹)

1. Religion et démographie – une histoire éternelle

La recherche démographique a produit quantité d'ouvrages visant à expliquer l'incidence de l'appartenance religieuse, la religiosité ou la foi sur le nombre réputé souhaitable d'enfants et le nombre effectif de naissances.⁴⁰ Différentes éléments de réponse ont émergé au cours de ses bientôt six dernières décennies de démographie religieuse. Deux d'entre eux sont particulièrement pertinents ici : selon l'approche *Particularised Theology*, les différentes religions font un éloge plus ou moins appuyé des familles nombreuses. L'approche *Social Characteristics* elle, explique les nombres plus ou moins élevés d'enfants au sein de diverses communautés religieuses par des indicateurs socio-économiques.^{41,42}

Les fidèles suivent-ils les préceptes religieux ?

La première explication est la suivante : les personnes s'en remettent à leur foi lorsqu'ils mettent des enfants au monde. Il se comportent en fonction de leur doctrine religieuse, selon si celle-ci approuve ou sanctionne par exemple la planification familiale ou la contraception. Selon cette hypothèse, les communautés catholique, protestante, évangélique ou musulmane ont des positions diverses à l'égard du nombre de naissances. Raison pour laquelle les taux de fécondité varieraient d'une communauté religieuse à l'autre. Il importe donc surtout de savoir si la religion prescrit une doctrine sur des thèmes ayant directement trait à la vie sexuelle des hommes et de femmes. Il pourrait notamment s'agir de positions théologiques sur la maternité, le mariage, le divorce et la contraception. C'est pourquoi cette approche est aussi désignée en anglais sous le terme de *Particularised Theology*.^{43,44}

Certains scientifiques suivent cette thèse et avancent toute une série de positions théologiques qui approuvent un grand nombre d'enfants ou encouragent indirectement le fait d'avoir beaucoup d'enfants : ainsi, toutes les religions sont favorables aux enfants en soi, dans l'islam, la possibilité de mener des mariages polygames facilite par exemple le fait que des hommes puissent avoir davantage d'enfants que dans des relations monogames. Dans certaines religions, lorsque des femmes mettent des enfants au monde, elles renforceraient également leur réputation au sein de la communauté.^{45,46} Mais de telles affirmations générales sur les religions sont-elles crédibles et généralisables ? Cette question continue de diviser au sein du milieu scientifique. Dans l'islam, par exemple, les grandes écoles de pensée interprètent le Coran de façon très différente et se montrent donc plus ou moins strictes sur la façon dont doivent se comporter de pieux fidèles (cf. « À chaque religion sa vision des choses ? », p. 22).⁴⁷

Mais les personnes ne prennent pas des décisions importantes comme le nombre d'enfants qu'elles souhaitent uniquement parce que le prêtre ou l'imam local s'est exprimé d'une manière ou d'une autre à ce sujet. Dans un commentaire très remarqué datant de 2004, le démographe Kevin McQuillan cite trois prérequis pour que, selon lui, les hommes et les femmes se comportent au quotidien selon les doctrines religieuses. Premièrement, la religion doit formuler des normes, soit par exemple refuser une planification familiale ou encourager explicitement l'éducation des filles. Deuxièmement, elle doit être en mesure de convaincre ses fidèles afin qu'ils la respectent. Et troisièmement, les religions auraient un impact plus important sur le comportement reproductif lorsque les croyants se sentent particulièrement proches de leur communauté.⁴⁸ Ces conditions de référence ne s'appliquent pas partout et tout le temps. Elles révèlent cependant la position mise en avant par des interlocuteurs religieux et montrent l'influence potentielle d'une communauté religieuse sur ses membres.

Les scientifiques n'ont eu de cesse de vérifier, à l'aune d'études empiriques, le bien-fondé de la thèse intitulée *Particularised Theology*. La théologie a-t-elle effectivement une incidence sur la décision des familles d'avoir ou non un autre enfant ? Et comment les religions y parviennent-elles ? Les résultats obtenus sont ambigus. Les modèles statistiques révèlent certes qu'un lien entre religion et fécondité persiste – même si l'on intègre d'autres facteurs socio-économiques tels que les revenus, le niveau d'éducation ou l'âge.⁴⁹ Mais ce lien fluctue considérablement d'un pays à l'autre.⁵⁰ Il doit donc y avoir d'autres facteurs influant sur la corrélation entre religion et taux de fécondité. C'est pourquoi la thèse *Particularised Theology* a alors suscité une levée de boucliers au sein de la communauté académique.

Les données décident de la pertinence d'une information

Si les scientifiques veulent avancer plus que des hypothèses sur le lien entre religion et fécondité, ils doivent tester leurs modèles théoriques. Il leur faut pour ce faire des données comparables au niveau international, qui leur permettent de vérifier si leurs assertions sont viables et dans quelle mesure elles sont fonction du contexte culturel. Les données de recensement et les sondages constituent les sources principales à cet égard. Elles comprennent des informations telles que le nombre d'enfants, l'âge, le niveau d'éducation et le domicile des personnes. Dans bon nombre de pays, les autorités statistiques recensent également l'appartenance religieuse de la population, d'autres ne la demandent pas, pour divers motifs. Les enquêtes représentatives réalisées par des instituts de sondage indépendants notamment s'avèrent donc utiles à cet égard.⁵¹

Mais qu'est-ce que nous disent vraiment les données ? Les informations reposent d'une part sur les informations que chaque personne daigne dévoiler lors de l'enquête ; il n'est pas toujours possible de vérifier l'information. D'autre part, les agents recenseurs ne demandent bien souvent que si les personnes appartiennent à une communauté religieuse, soit l'Église catholique ou le chiisme dans l'islam. Cela limite la pertinence de l'information. Difficile donc de dire si les personnes la religion dicte leur quotidien et leurs décisions et comment cette attitude évolue au fil de leur vie. Les données censitaires et de sondage ne permettent pas non plus de dresser correctement un paysage religieux. En Afrique subsaharienne notamment, les fidèles ont fondé un grand nombre de nouvelles églises chrétiennes et le nombre de d'églises pentecôtistes a aussi fortement augmenté.^{52,53}

L'imprécision partielle des données censitaires ou d'enquêtes ne devrait en rien justifier l'arrêt des recherches. Un peu partout, des autorités statistiques œuvrent à améliorer les données et les scientifiques ne cessent de réfléchir à de nouvelles méthodes permettant de compenser les faiblesses de données.

La classe sociale prime-t-elle sur la foi ?

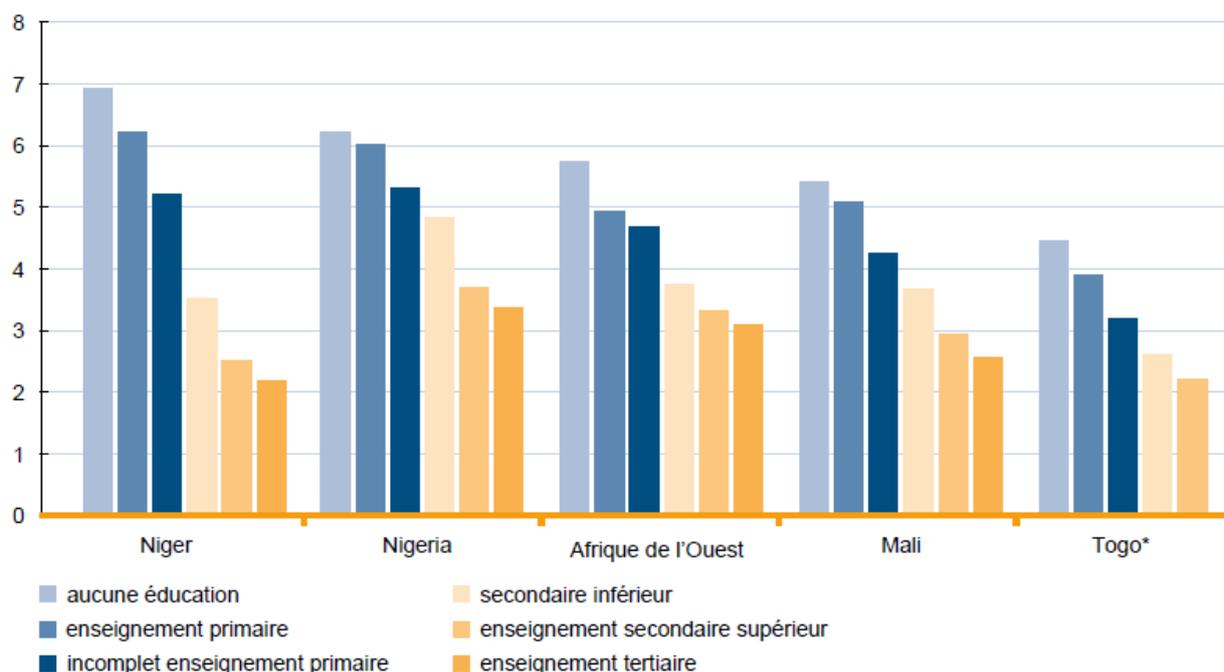
Selon les partisans de l'approche *Social Characteristics*, la corrélation entre religion et fécondité n'est qu'apparente. Si l'on tenait compte des bons facteurs, il n'y aurait plus de corrélation.^{54,55} Les détracteurs expliquent les taux de fécondité élevés plutôt par le fait que des enfants issus de couches plus pauvres de la population pourraient moins souvent être scolarisés et que les jeunes filles auraient par conséquent plus d'enfants plus tôt que celles issues de familles plus aisées.^{56,57}

1. Religion et démographie – une histoire éternelle

L'exemple de l'éducation révèle très clairement pourquoi les doutes quant à un lien direct entre religion et taux de fécondité sont souvent avérés. On distingue par conséquent à première vue un schéma type dans de nombreux pays : dans les communautés musulmanes, les femmes ont davantage d'enfants que dans les communautés chrétiennes. En 2005, une étude s'est penchée plus en détail sur les données concernant l'Inde. Les femmes musulmanes avaient là en moyenne 3,4 enfants, alors que les chrétiennes en avaient en moyenne 2,3. Selon la thèse *Particularised Theology*, cela indiquerait que les imams indiens diffusent un discours plus nataliste que les prêtres chrétiens locaux. Les scientifiques ont cependant interprété ces données dans un second temps selon le niveau d'éducation des femmes et dressèrent un tableau tout autre : chez les femmes ayant un niveau d'instruction supérieur, l'appartenance religieuse ne fait plus qu'une infime différence. En revanche, pour les femmes ayant un niveau d'instruction inférieur, la différence était toujours d'environ un enfant ; plus le niveau d'instruction est élevé, plus l'influence de la religion sur le taux de fécondité est faible.⁵⁸

L'éducation freine la croissance démographique

Fig. 5 : nombre d'enfants en moyenne par femme et pays, 2020 – 2025



*aucune donnée complète disponible

En règle générale, dans la plupart des pays pauvres, les femmes ayant un meilleur accès à l'éducation font moins d'enfants. La raison est simple : une meilleure éducation offre davantage de possibilités aux jeunes femmes d'opter pour une vie autodéterminée. En règle générale, elles ont au final et au total moins d'enfants. Ce modèle s'applique sans exception dans tous les États d'Afrique de l'Ouest. Au Niger, les femmes sans aucune formation ont par exemple en moyenne presque cinq enfants de plus que celles ayant achevé leur enseignement secondaire.

(Source : Wittgenstein Centre for Demography and Global Human Capital⁵⁹)

Mais il n'est pour autant pas possible d'exclure totalement l'influence des religions. La théologie et l'éducation peuvent inciter des couples à avoir ou non un autre enfant. Ainsi, les enseignants peuvent transmettre à leurs élèves des modèles de rôle religieux traditionnels, expliquer la maternité et les familles nombreuses comme des objectifs de vie ou ne pas du tout évoquer ces thèmes (cf. encadré « Adapter les services de soins aux besoins des jeunes », p. 45-46). C'est pourquoi les démographes ont régulièrement essayé de concevoir des modèles statistiques mettant en relation ces deux approches.⁶⁰

1.2 Nombreux sont les facteurs qui décident du nombre d'enfants

Démographes, économistes ou spécialistes en sciences sociales ont toujours des difficultés à démêler l'écheveau complexe entre religion et fécondité. Il semble ne pas y avoir de réponse catégorique et les éléments de réponse actuels devraient tous être pareillement valables, bien qu'à des degrés divers, selon le contexte régional et culturel. Aucune approche n'explique à elle seule la corrélation, ce sont bien plus de nombreuses théories et thèses qui contribuent à former une image différenciée.⁶¹ Ainsi, les fidèles d'une communauté religieuse dans des régions rurales du Sénégal pourraient respecter strictement les dires des imams locaux et n'accepter la planification familiale que dans des conditions spécifiques – en ce cas, les personnes agiraient davantage au sens de la théologie. Dans le même temps, à Dakar, la capitale, le quartier dans lequel vit la population, le fait qu'ils aient ou non une éducation et des emplois pourraient être des facteurs socio-économiques plus importants.

Même si nombre de questions restent à ce jour sans réponse, les résultats de 60 ans de recherche en démographie religieuse révèlent une chose : la religion influence sensiblement le nombre moyen d'enfants par femme, même si cela a lieu de façon indirecte. Les résultats révèlent aussi que les imams, prêtres et autres autorités religieuses jouent à cet égard un rôle non négligeable. Ils ont la confiance de leurs fidèles. Selon le dernier sondage de l'Afrobaromètre, au Liberia, au Nigeria, au Sénégal et en Guinée, entre 42 et 50 pour cent des personnes se sont adressées à leur guide spirituel lorsqu'elles avaient des décisions importantes à prendre.⁶² Les représentants religieux connaissent par conséquent la réalité socio-économique sur place. Certains d'entre eux s'engagent déjà en faveur d'un meilleur accès aux méthodes de planification familiale, à l'éducation des filles et à l'égalité hommes-femmes.

Dans le présent document, nous nous attachons par conséquent à répondre à la question de savoir où des autorités ou organisations religieuses sont déjà actives dans des domaines de travail pertinents sur le plan démographique. Nous nous sommes intéressés à leur quotidien sur place : quels projets ont-ils initiés ? Quels obstacles ont-ils dû affronter à cet égard et quand ont-ils eu du succès ? Voici quelques-unes des questions que nous nous sommes posées au début de notre recherche. Christianisme, islam ou religions autochtones défendent cependant différentes positions concernant le nombre d'enfants et la planification familiale, raison pour laquelle nous avons regroupé ci-suit dans un premier temps les principaux points communs et différences.

1. Religion et démographie – une histoire éternelle

- 1 Selon la définition des Nations Unies, les pays faisant partie de l'Afrique de l'Ouest sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Contrairement à la définition des Nations Unies, nous ne tenons pas compte de Saint-Hélène.
- 2 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/1-1: Total population (both sexes combined) by region, subregion and country, annually for 1950 – 2100 (thousands), Medium fertility variant, 2020–2100. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 3 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/2: Average annual rate of population change by region, subregion and country, 1950 – 2100 (percentage). Estimates 1950–2020. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 4 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/15-1: Annual total population (both sexes combined) by five-year age group, region, subregion and country, 1950 – 2100 (thousands). New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 5 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/5: Median age by region, subregion and country, 1950 – 2100 (years). Estimates 1950–2020. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 6 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Klingholz, R. (2019). Afrikas demografische Vorreiter. Wie sinkende Kinderzahlen Entwicklung beschleunigen. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3cXpFoy (24.03.21).
- 7 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/1-1: Total population (both sexes combined) by region, subregion and country, annually for 1950 – 2100 (thousands), Medium fertility variant, 2020–2100. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 8 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 9 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/1-1: Total population (both sexes combined) by region, subregion and country, annually for 1950 – 2100 (thousands), Medium fertility variant, 2020–2100. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 10 The DHS Program (2020). STATcompiler. Funded by USAID. Total fertility rate 15–49. Total fertility rate for the three years preceding the survey for age group 15–49 expressed per woman. Indicator-ID : FE_FRTR_W_TFR. www.statcompiler.com/ (24.03.21).
- 11 The DHS Program (2020). STATcompiler. Funded by USAID. Mean ideal number of children for all women. www.statcompiler.com/ (24.03.21).
- 12 Bakilana, A. & Hasan, R. (2016). The complex factors involved in family fertility decisions (World Bank Blogs). bit.ly/2MX9hec (24.03.21).
- 13 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Klingholz, R. (2019). Afrikas demografische Vorreiter. Wie sinkende Kinderzahlen Entwicklung beschleunigen. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3cXpFoy (24.03.21).
- 14 International Labour Organization (2020). ILOSTAT explorer. SDG Indicator 8.5.2 – Unemployment rate (%) – Annual. Genève. ilostat.ilo.org/data/ (24.03.21).
- 15 Fassassi, R. & Vimard, P. (2012). Demande d'enfants, contraception et fécondité en Afrique : des évolutions aux multiples divergences. Working Paper, École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée, Institut de recherche pour le développement. Abidjan, Marseille.
- 16 Unesco Institute for Statistics (2020). UIS.Stat. Out-of-school children of primary school age, both sexes (number). Montreal. data.uis.unesco.org/ (24.03.21). Le chiffre indiqué comprend les données issues du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de Gambie, du Ghana, de Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo. Les données concernant le Cap Vert, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, Nigeria et la Sierra Leone font défaut.
- 17 Sène, A. M. (2017). Afrique : évolution de la fécondité et enjeux de développement. Population & Avenir. La revue des populations et territoires, p. 15–17.
- 18 Abdychev, A., Alonso, C., Alper, E., Desruelle, D., Kothari, S., Liu, Y. et al. (2019). The Future of Work in Sub-Saharan Africa. Washington DC : International Monetary Fund. bit.ly/3196Ujk (24.03.21).
- 19 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/15 – 1 : Annual total population (both sexes combined) by five-year age group, region, subregion and country, 1950 – 2100 (thousands). New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).

- 20 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rev. 1. File POP/1 – 1: Total population (both sexes combined) by region, subregion and country, annually for 1950 – 2100 (thousands), Medium fertility variant, 2020–2100. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 21 United Nations Development Programme (2020). Human Development Report 2020. The next frontier: Human development and the Anthropocene. Statistical tables. New York. hdr.undp.org/en/content/download-data (24.03.21).
- 22 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Klingholz, R. (2019). Afrikas demografische Vorreiter. Wie sinkende Kinderzahlen Entwicklung beschleunigen. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3cXpFoy (24.03.21).
- 23 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2019). World Population Prospects 2019, Online Edition. Rév. 1. File POP/11-A : Total dependency ratio (<15 & 65+)/ (15 – 64) by region, subregion and country, 1950 – 2100 (ratio of population 0 – 14 and 65+ per 100 population 15 – 64). Estimates 1950 – 2100 and Medium fertility variant, 2020–2100. New York. population.un.org/wpp/ (24.03.21).
- 24 United Nations Department of Social and Economic Affairs, Population Division (2015). World Population Policies Database. New York. bit.ly/2lEd8uS (24.03.21).
- 25 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Klingholz, R. (2019). Afrikas demografische Vorreiter. Wie sinkende Kinderzahlen Entwicklung beschleunigen. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3cXpFoy (24.03.21).
- 26 Equipop (2016). Les obstacles à l'accès à la planification familiale chez les adolescentes. bit.ly/3vWSU3q (24.03.21).
- 27 May, J. F. (2017). The Politics of Family Planning Policies and Programs in sub-Saharan Africa. *Population and Development Review*, 43, S. 308–329. bit.ly/3tUHdsp (24.03.21).
- 28 Afrobaromètre (2016/2018). Afrobaromètre (R7 2016/2018). Religion of respondent: "What is your religion, if any?". Accra. www.afrobarometer.org/data (24.03.21).
- 29 Afrobaromètre (2016/2018). Afrobaromètre (R7 2016/2018). Trust religious leaders: "How much do you trust each of the following, or haven't you heard enough about them to say? Religious leaders". Accra. www.afrobarometer.org/data (24.03.21).
- 30 Afrobaromètre (2016/2018). Afrobaromètre (R7 2016/2018). Trust President;Parliament/national assembly;traditional leaders;local elected government council: "How much do you trust each of the following, or haven't you heard enough about them to say? The President;Parliament/national assembly;traditional leaders;local elected government council. Accra. www.afrobarometer.org/data (24.03.21).
- 31 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 32 Heaton, T. B. (2011). Does Religion Influence Fertility in Developing Countries. *Population Research and Policy Review*, 30(3), p. 449–465.
- 33 McQuillan, K. (2004). When Does Religion Influence Fertility? *Population and Development Review*, 30(1), p. 25–56.
- 34 McQuillan, K. (2004). When Does Religion Influence Fertility? *Population and Development Review*, 30(1), p. 25–56.
- 35 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 36 Heaton, T. B. (2011). Does Religion Influence Fertility in Developing Countries. *Population Research and Policy Review*, 30(3), p. 449–465.
- 37 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 38 Afrobaromètre (2016/2018). Afrobaromètre (R7 2016/2018). Religion of respondent: "What is your religion, if any?". Accra. www.afrobarometer.org/data (24.03.21).
- 39 Population Reference Bureau (2020). World Population Data Sheet 2020. Total Fertility Rate 2019. bit.ly/3jz2wf8 (24.03.21).
- 40 Agadjanian, V. & Yabiku, S. T. (2014). Religious Affiliation and Fertility in a Sub-Saharan Context: Dynamic and Lifetime Perspectives. *Population Research and Policy Review*, 33(5), p. 673–691.
- 41 La thèse dite Minority Group offre un autre angle sur le phénomène puisqu'elle tient compte du rapport entre minorités religieuses et société majoritaire. Selon cette thèse, les communautés religieuses se préoccupent de leur pérennité lorsqu'elles sont minoritaires au sein d'une société majoritaire. Ainsi, les taux de fécondité de minorités religieuses s'aligneraient sur ceux de la majorité de la population ou divergeraient nettement de ces derniers. Mais même cette thèse révèle des résultats empiriques ambivalents. Cf. Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, S. 141–154. Springer International Publishing. und Heaton, T. B. (2011). Does Religion Influence Fertility in Developing Countries. *Population Research and Policy Review*, 30(3), p. 449–465.
- 42 Les principales approches sur lesquelles s'appuient de nombreux travaux de recherche ont été décrites dès 1971 par le démographe américain Calvin Glodschneider. Cf. : Glodschneider, C. (1971). *Population, modernization and social structure*. Boston: Little, Brown.

1. Religion et démographie – une histoire éternelle

- 43 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 44 Agadjanian, V. & Yabiku, S. T. (2014). Religious Affiliation and Fertility in a Sub-Saharan Context: Dynamic and Lifetime Perspectives. *Population Research and Policy Review*, 33(5), p. 673–691.
- 45 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 46 Pour obtenir un aperçu des positions de grandes communautés religieuses sur l'égalité des sexes ou encore la planification familiale, voir United Nations Population Fund – UNFPA (2016). *Religion, women's health & rights. Points of contention and paths of opportunities*. [S.l.]. p. 28 ss.
- 47 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 48 McQuillan, K. (2004). When Does Religion Influence Fertility? *Population and Development Review*, 30(1), p. 25–56.
- 49 Cf. notamment Agadjanian, V. & Yabiku, S. T. (2014). Religious Affiliation and Fertility in a Sub-Saharan Context: Dynamic and Lifetime Perspectives. *Population Research and Policy Review*, 33(5), p. 673–691.
- 50 Heaton, T. B. (2011). Does Religion Influence Fertility in Developing Countries. *Population Research and Policy Review*, 30(3), p. 449–465.
- 51 Lutz, W. & Skirbekk, V. (2012). The Demography of Religions and their Changing Distribution in the World. In Pontificia Accademia delle scienze sociali (Hrsg.), *The proceedings of the 17th plenary session on universal rights in a world of diversity. The case of religious freedom: 29 April-3 May 2011* (Pontificiae Academiae scientiarum socialium acta, Bd. 17), p. 91–107. Vatican City: The Pontifical Academy of Social Sciences.
- 52 Agadjanian, V. & Yabiku, S. T. (2014). Religious Affiliation and Fertility in a Sub-Saharan Context: Dynamic and Lifetime Perspectives. *Population Research and Policy Review*, 33(5), p. 673–691.
- 53 Lutz, W. & Skirbekk, V. (2012). The Demography of Religions and their Changing Distribution in the World. In Pontificia Accademia delle scienze sociali (Hrsg.), *The proceedings of the 17th plenary session on universal rights in a world of diversity. The case of religious freedom: 29 April-3 May 2011* (Pontificiae Academiae scientiarum socialium acta, Bd. 17), p. 91–107. Vatican City: The Pontifical Academy of Social Sciences.
- 54 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 55 Agadjanian, V. & Yabiku, S. T. (2014). Religious Affiliation and Fertility in a Sub-Saharan Context: Dynamic and Lifetime Perspectives. *Population Research and Policy Review*, 33(5), p. 673–691.
- 56 Heaton, T. B. (2011). Does Religion Influence Fertility in Developing Countries. *Population Research and Policy Review*, 30(3), p. 449–465.
- 57 Lutz, W. & Skirbekk, V. (2012). The Demography of Religions and their Changing Distribution in the World. In Pontificia Accademia delle scienze sociali (Hrsg.), *The proceedings of the 17th plenary session on universal rights in a world of diversity. The case of religious freedom: 29 April-3 May 2011* (Pontificiae Academiae scientiarum socialium acta, Bd. 17), p. 91–107. Vatican City: The Pontifical Academy of Social Sciences.
- 58 Lutz, W. & Skirbekk, V. (2012). The Demography of Religions and their Changing Distribution in the World. In Pontificia Accademia delle scienze sociali (Hrsg.), *The proceedings of the 17th plenary session on universal rights in a world of diversity. The case of religious freedom: 29 April-3 May 2011* (Pontificiae Academiae scientiarum socialium acta, Bd. 17), p. 91–107. Vatican City: The Pontifical Academy of Social Sciences.
- 59 Wittgenstein Centre for Demography and Global Human Capital (2021). Wittgenstein Centre Data Explorer. dataexplorer.wittgensteincentre.org/wcde-v2/ (24.03.21).
- 60 Cf. notamment Agadjanian, V. (2001). Religion, social milieu, and the contraceptive Revolution. *Population Studies*, 55, p. 135–148.
- 61 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 62 Afrobaromètre (2016/2018). Afrobaromètre (R7 2016/2018). Contact religious leader: “During the past year, how often have you contacted any of the following persons about some important problem or to give them your views? Religious leaders.” Accra. www.afrobarometer.org/data (24.03.21).

2. A chaque religion sa vision des choses ?



Christianisme, islam et religions autochtones d'Afrique de l'Ouest dictent à leurs fidèles des valeurs très précises auxquelles ils doivent se conformer dans leur vie (familiale). Quelle est la position des religions en termes de planification familiale et d'égalité des sexes ?

Les paroisses et mosquées ou autres communautés religieuses conseillent et accompagnent leurs fidèles dans toutes les questions existentielles, telles que comment éduquer son enfant ? Comment assumer au mieux mon rôle de père ou de mère ? Au cours des siècles de leur existence, les religions ont établi leur propre code de conduite. S'appuyant sur diverses sources, ils édictent de nombreuses recommandations, instructions ou images destinées à apprendre aux croyants à mener une vie pieuse.^{63,64} Ce « guide » religieux est une boussole pour bon nombre de fidèles, surtout dans la vie de famille.⁶⁵ Il prescrit notamment des valeurs que les parents doivent transmettre à leurs enfants et explique comment les couples doivent se comporter l'un avec l'autre.⁶⁶

Toutes les grandes communautés religieuses considèrent la famille comme l'unité sociale essentielle, à l'origine de toute vie et sur laquelle s'appuient donc également les recommandations de comportements sociaux respectifs.⁶⁷ Une grande partie de la pratique religieuse s'y déroule d'une part : les personnes prient ensemble, transmettent leurs connaissances religieuses ainsi que les traditions afférentes à la génération suivante et célèbrent ensemble des fêtes religieuses importantes.

2. À chaque religion sa vision des choses ?

D'autre part, c'est au sein de la famille qu'une nouvelle vie voit le jour – tout du moins en théorie. C'est pourquoi les valeurs religieuses s'accompagnent depuis toujours aussi d'idées sur la manière dont les personnes devraient concevoir leur vie sexuelle. Quand et pour quelles raisons les personnes peuvent-elles avoir des rapports sexuels entre elles et quels sont les rôles spécifiques attribués aux femmes et aux hommes au sein d'une famille et de la société ? Toutes les religions ont également des réponses à ces questions et à des questions semblables.⁶⁸

Les femmes ont peu voix au chapitre

Fig. 6 : Inégalité spécifique au genre dans le monde selon l'indicateur d'inégalité de genre, ou Gender Inequality Index (« 0 » = égalité des sexes absolue, « 1 » = inégalité maximale entre les sexes) et les pays selon le classement de l'indicateur (1 à 162), 2019



Jusqu'à ce jour, ce sont surtout les femmes dans les pays plus pauvres qui sont défavorisées dans de nombreux domaines de la vie quotidienne par rapport aux hommes, notamment concernant l'accès à l'éducation, au marché du travail ou la participation de la vie politique. Selon l'indicateur d'inégalité de genre, la plupart des états d'Afrique de l'Ouest figurent vers le bas du classement en termes d'égalité entre les sexes. Hormis le Cap Vert, tous les pays figurent dans le dernier tiers du classement. La Côte d'Ivoire, le Niger, la Sierra Leone, le Liberia et le Mali figurent même en queue de peloton parmi les dix pays affichant les plus fortes inégalités au monde.

(Source : UNDP⁶⁹)

Les directives vont de recommandations concrètes sur les méthodes de contraception compatibles avec la foi, à des valeurs plus générales.⁷⁰ Les textes religieux, mythes ou images orientent ainsi l'aiguille de la « boussole » religieuse soit vers la restriction, soit vers une autodétermination. Le caractère restrictif des règles varie non seulement d'une religion à l'autre, mais aussi selon les courants au sein d'une même communauté religieuse.⁷¹ Toutes les communautés religieuses ont néanmoins cela de commun que ce sont les prêtres, imams ou autres autorités religieuses qui se situent à l'interface entre les messages et leurs destinataires. Ils connaissent bien leurs fidèles, conseillent les familles et peuvent conforter des personnes à prendre des décisions concernant leur vie familiale en s'appuyant sur une perspective religieuse (cf. encadré « Chaque communauté a son propre accès », p. 49-50). Mais là aussi, leur conseil s'appuie sur ce que les saintes Écritures et croyances leur enseignent. Il est donc particulièrement intéressant de savoir ce que l'islam, le christianisme et les religions africaines autochtones ont à dire sur les thèmes ayant trait à la démographie. Quel est par exemple leur position à l'égard de l'égalité entre les sexes en général ou de la planification familiale et la contraception en particulier ?

2.1 Islam : les enfants ne vivent pas que d'amour et d'eau fraîche

En discutant avec un érudit musulman, une femme musulmane doit fréquemment entendre l'affirmation suivante : l'islam, n'a eu comme nulle autre religion, de cesse d'étendre les droits des femmes au cours de son histoire. D'un point de vue historique, cela peut être vrai, selon Riffat Hassan, une théologienne islamique du Pakistan. De nos jours, en revanche, les interprétations patriarcales du Coran dominant et constituent un terreau fertile pour les inégalités sociales existantes entre les hommes et les femmes.⁷² Le tableau est semblablement le même en ce qui concerne la sexualité et la planification familiale. Une autre identité répandue parmi les fidèles de nombreux pays est donc que l'islam rejette la planification familiale. Les pays d'Afrique de l'Ouest ne font à cet égard pas exception.^{73,74} Le nombre d'enfants qu'une femme met au monde relève en fin de compte de la volonté divine et non d'une volonté personnelle. Voici ce que prêchent çà et là des imams ou autres religieux à leurs fidèles.⁷⁵ Cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles les musulmans souhaitent en moyenne des familles plus nombreuses dans 17 pays de l'Afrique subsaharienne que les femmes non musulmanes. C'est ce qu'il ressort d'une analyse des données du *Demographic and Health Surveys* (DHS) de 2015.⁷⁶

Mais contrairement à l'idée répandue, bon nombre des érudits islamiques approuvent la planification familiale – dont de nombreux représentants de l'université Al-Azhar au Caire, dont l'influence est mondiale, et de nombreux imams et cheikhs issus notamment du soufisme au Sénégal (cf. encadré « Encourager les hommes à considérer leur rôle au sein de la société », p. 51-52). Selon la situation de la famille, ils pourraient même les inciter à attendre un certain temps avant d'avoir un autre enfant voire à limiter le nombre d'enfants. Les raisons économiques et de santé motivent les couples à opter sciemment pour un certain nombre d'enfants et à adapter leur vie sexuelle en conséquence. Le Coran attend notamment des parents qu'ils traitent leurs enfants équitablement. Certains courants recommandent que les enfants dorment « dans leur propre petit royaume ». Ces attentes ne contraignent certes pas les parents à n'avoir qu'un ou deux enfants, ils exigent de leur part bien plus un certain niveau de vie permettant à leur progéniture de vivre une vie décente.⁷⁷ Les enfants ont besoin de manger, de vêtements et doivent impérativement pouvoir être scolarisés. Les nouveau-nés doivent commencer leur vie en bonne santé et les grossesses ne doivent pas mettre en péril la santé des mères.^{78,79} Voici quelques-uns des arguments, que les érudits déduisent du Coran et avancent en termes de planification familiale.

2. À chaque religion sa vision des choses ?

Les écoles de pensée interprètent des textes religieux

Différents courants islamiques, notamment l'islam sunnite et chiite ou le soufisme, ont leur propre interprétation des textes sacrés. Différentes écoles de pensée structurent chacun des courants de façon encore plus détaillée.⁸⁰ Même si de nombreux imams s'accordent à dire que la planification familiale et la foi sont compatibles, le moment et les conditions varient cependant d'un pays et d'une communauté à l'autre. Certains courants s'opposent fermement à ce que les couples utilisent la contraception ou décident délibérément du nombre d'enfants souhaités.⁸¹

Avec leurs visions, les différentes écoles de pensée touchent des imams et des croyants sur tout le continent. Parmi les guides spirituels dans l'islam sunnite, l'université Al-Azhar au Caire fait autorité pour tout ce qui a trait aux questions de conviction et est un centre majeur pour l'enseignement islamique. Les imams habilités par le gouvernement égyptien à prêcher dans les mosquées, y étudient le Coran et la Sunna, soit le mode de vie, les us et coutumes du Prophète Mahomet. Ils étudient les hadiths, à savoir les dires du Prophète et sont formés à la jurisprudence islamique. L'université influence les communautés sunnites et les musulmans bien au-delà des frontières du pays.⁸²

Les érudits islamiques, tels que ceux exerçant au sein de l'université Al-Azhar, abordent de plus le thème de l'évolution démographique. Ils évoquent de plus en plus la croissance rapide de la population – en particulier en Afrique de l'Ouest – dans le cadre du dialogue avec leurs gouvernements respectifs ou leurs partenaires internationaux et discutent aussi des défis auxquelles les sociétés se trouvent ainsi confrontées. La santé des mères et des enfants occupe une place de plus en plus importante dans l'agenda. En maint endroit, les femmes à l'instar de Riffat Hassan étudient des textes islamiques et argumentent en faveur de plus d'égalité entre les sexes (cf. encadré « Impliquer les femmes à tous niveaux », p. 38-39).⁸³ Le monde islamique n'est donc pas un bloc monolithique, mais comprend dans tous les pays d'Afrique de l'ouest des courants conservateurs et libéraux et progressistes qui avancent respectivement leur propre conception des écritures.

Pour la pratique : guides et argumentaires pour des connaissances accessibles

Certains réseaux et organisations religieux mettent d'ores et déjà des ressources à disposition pour susciter la curiosité de croyants sur des thèmes tels que la planification familiale, l'éducation des filles ou encore l'égalité hommes-femmes. Les organisations suivantes présentent par exemple dans de brefs documents, les arguments relatifs à la planification familiale que l'on retrouve dans le Coran ou la Bible ou expliquent dans des guides, ce dont les représentants religieux devraient tenir compte s'ils souhaitent aborder ces thèmes au sein de leur communauté. Ils collectent pour ce faire des informations, des études de cas et d'autres documents à travers le monde :

Faith to Action Network (cf. p. 54)

<https://www.faithtoactionnetwork.org>

Joint Learning Initiative on Faith & Local Communities

<https://jliflc.com>

Cadre des Religieux pour la Santé et le Développement (cf. p. 51-52)

<https://crsdsenegal.org/index.php>

Tearfund (cf. p. 52)

<https://learn.tearfund.org>

2.2 Christianisme : l'ordre de « transmission de la vie »

Contrairement à l'islam, de nombreux courants chrétiens, et plus particulièrement l'Église catholique, présentent une organisation plus rigoureuse. Aucune autre religion répandue en Afrique de l'Ouest n'a établi une telle structure centralisée et hiérarchisée, qui influence les communautés religieuses du monde entier.⁸⁴ Cela a également des incidences sur la morale sexuelle dominante. Le Vatican, institution catholique suprême avec à sa tête le Pape, dicte des positions particulièrement strictes.⁸⁵

Abstinence au lieu de contraception

En 2015, une phrase du chef suprême de l'Église catholique intrigua les journalistes. Au terme d'une visite aux Philippines, le Saint-Père donne alors une conférence de presse au cours du vol retour des Philippines. À la question de savoir ce qu'il pense de la croissance démographique sur l'État insulaire, le Pape François répond : de bons catholiques devraient être des parents responsables et ainsi prendre des décisions en toute connaissance de cause quant au nombre d'enfants désirés.⁸⁶ Sa réponse fit alors grand bruit dans le monde entier. Car le Vatican, les évêques, les prêtres et les fidèles débattent depuis des décennies sur la position de l'Église catholique en matière de planification familiale et de moyens de contraception modernes, sans aucune évolution à ce jour. Le principe de « parentalité responsable » signifie concrètement : les couples doivent pratiquer l'abstinence, maîtriser leurs ardeurs sexuelles et ainsi « planifier » la taille de leur famille.⁸⁷

2. À chaque religion sa vision des choses ?

La position de l'Église catholique sur la sexualité et la planification familiale figure dans l'encyclique « *Humanae Vitae* ». C'est le Pape Paul VI qui promulgue ce document en 1968 ; les positions y figurant font foi jusqu'à aujourd'hui : la sexualité se pratique au sein du mariage entre un homme et une femme. Celle-ci sert en premier lieu à créer la vie – pleinement dans l'esprit de la création. La contraception voire l'avortement est ainsi difficilement compatible avec la morale sexuelle catholique. Les grossesses non désirées, les relations sexuelles entre personnes non mariées ou des adolescents n'ont pas leur place dans la conception du monde au sens de l'« *Humanae Vitae* » (cf. encadré : « Adapter les services de soins aux besoins des jeunes », p. 45–46).⁸⁸

Le spectre d'opinions est large

Mais loin de la pure doctrine, les chrétiens – catholiques et protestants – ont des positions différentes quant aux thèmes ayant trait à la démographie, telles que la planification familiale, l'éducation des filles ou encore l'égalité des sexes. Certes catholiques comme protestants et d'autres courants chrétiens, se réfèrent tous à la Bible. Mais ils mettent en avant différents aspects de leur foi. Certaines traditions protestantes soulignent par exemple l'égalité des hommes et des femmes devant Dieu et réinterprètent les textes bibliques en conséquence (cf. encadré « Impliquer les femmes à tous niveaux », p. 38–39). Selon ces courants, les femmes doivent mener une vie (de famille) autodéterminée et pouvoir décider sciemment d'une contraception ou d'une planification familiale.⁸⁹ Nombreux sont ceux qui se positionnent entre les organisations telles que *Catholics for Choice*, qui s'engagent depuis les années 1970 en faveur de l'égalité des sexes, un bon accès aux services de santé reproductive et au droit à l'avortement et celles qui rejettent totalement la planification familiale.

Cette diversité d'opinions chrétiennes se retrouve auprès des pasteurs, prêtres ou évêques. Car s'ils appartiennent tous au clergé chrétien, ils ne partagent pas toujours la doctrine dominante. Ils peuvent porter un regard critique sur les prises de position du Vatican en discutant avec des paroissiens ou pendant le sermon, notamment eu égard aux réalités socio-économiques au sein de leurs communautés. Au sein de l'Église catholique en Afrique subsaharienne, il n'est pas rare que des représentants critiquent les directives de Rome. L'évêque sud-africain Kevin Dowling de Rustenburg, par exemple, s'engage contre la condamnation du préservatif prêchée par le Vatican. Il est favorable à la distribution de préservatifs. Selon K. Dowling, il est parfois tout bonnement impossible d'espérer que des couples pratiquent l'abstinence jusqu'au mariage ou restent fidèles à leur conjoint. Eu égard au nombre élevé d'infections au VIH/SIDA en Afrique subsaharienne, le but est après tout de protéger des vies humaines.⁹⁰

2.3 Religions autochtones : offrir des fils aux ancêtres

Le christianisme et l'islam sont actuellement les deux religions dominantes en Afrique de l'Ouest. Cependant, à l'instar de nombreuses autres régions d'Afrique subsaharienne, il existe entre la Mauritanie et le Nigeria aussi de nombreuses religions autochtones, notamment les religions Ashanti, Edo ou encore Yoruba.⁹¹

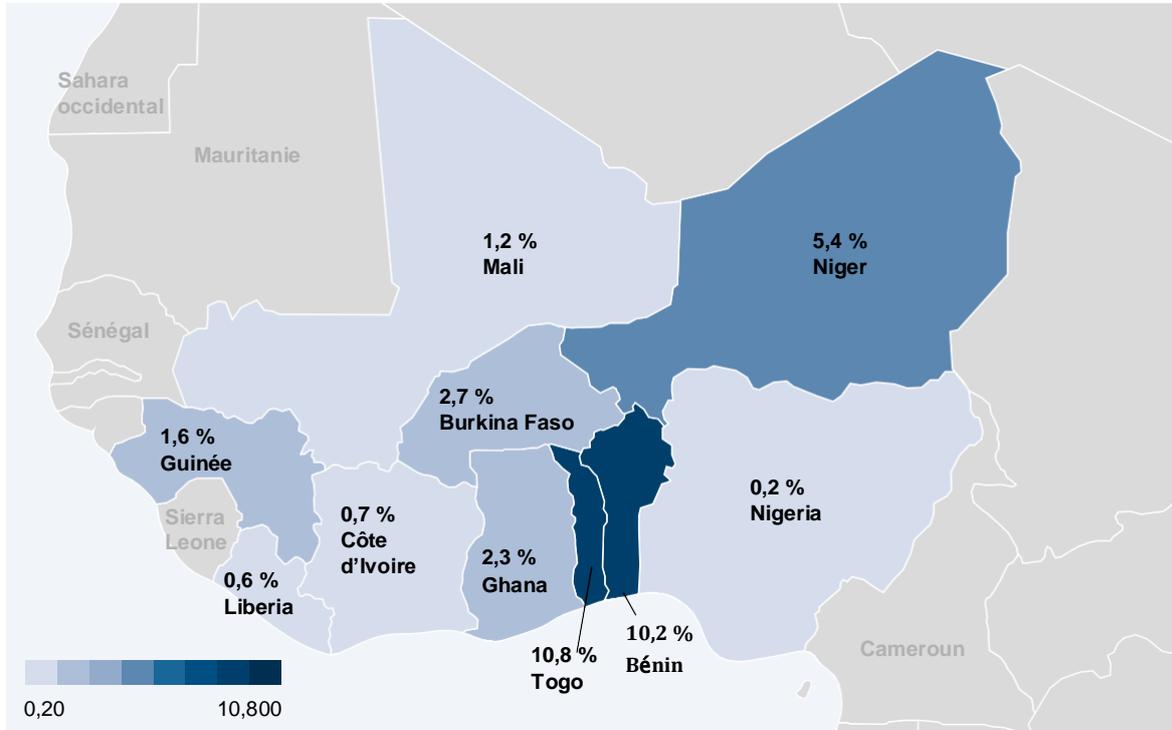
Les religions autochtones remontent en partie aux premières communautés humaines de la région. À titre de comparaison : Le christianisme n'est arrivé en Afrique subsaharienne qu'au 15^e siècle, avec les missionnaires, et l'islam s'est diffusé après la mort de Mahomet en plusieurs périodes, dans un premier temps surtout dans les pays d'Afrique du Nord puis plus tard également dans l'Ouest du Continent.⁹² Ces dernières décennies, les communautés religieuses autochtones n'ont cessé de perdre en importance dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest. De nos jours, au Togo et au Bénin, respectivement dix pour cent de la population appartient à une communauté religieuse autochtone.⁹³ Des formes hybrides ont vu le jour en maint endroit, associant éléments de religions autochtones avec des mythes, des prières ou des rituels chrétiens ou islamiques. Cela se traduit par exemple par une amulette traditionnelle que l'on retrouve dans un verset de la Bible ou du Coran. Dans le même temps, de nombreux croyants au sein de la diaspora africaine retournent aux religions autochtones et les diffusent à nouveau au sein de la région.⁹⁴

Contrairement à l'islam ou au christianisme, les croyants de religions autochtones ne puisent leurs enseignements non pas dans sources écrites, mais dans des traditions orales, des mythes, des proverbes et des objets sacrés. Mais comme les deux religions majeures en Afrique de l'Ouest, bon nombre de communautés religieuses autochtones ont leur propre morale sexuelle. Les femmes se voient là fréquemment attribuer un rôle particulier, puisqu'elles peuvent mettre des enfants au monde. Parallèlement, ce rôle gêne aussi les femmes dans leur libre épanouissement, loin du couple et de la maternité. Ces normes sociales et d'autres normes semblables émanent notamment de récits de la création de groupes de population autochtones.⁹⁵

2. À chaque religion sa vision des choses ?

La foi perdue sous des formes hybrides

Fig. 7 : part de la population qui se sent appartenir à une religion autochtone africaine, en pour cent, 2016/2018



Si l'on interroge cent personnes dans les rues de Djougou, une ville de taille moyenne dans le nord-ouest du Bénin, sur leur appartenance religieuse, une dizaine devrait répondre appartenir à une religion autochtone africaine. Seul le Togo affiche un résultat similaire. Dans le reste de la région, leur part est aujourd'hui infime. Cela témoigne de la perte d'importance des confessions autochtones, alors que l'islam et le christianisme se répandent largement dans la région. Les sondages ne traduisent cependant pas comment les us et coutumes autochtones se mélangent aux fragments de croyance islamiques ou chrétiens. Même si elles ne sont plus pratiquées que par une minorité, de nombreuses religions autochtones continuent d'exister sous diverses formes hybrides.

(Source : Afrobaromètre⁹⁶)

It's a man's world

Les pieux fidèles de religions autochtones ne veulent pas seulement agir selon la volonté de Dieu. Ils doivent aussi apaiser d'autres instances sacrées afin d'éviter que ces derniers ne réduisent les récoltes à néant ou ne punissent les personnes par d'autres adversités. Parmi ces figures, l'on trouve notamment des esprits de la nature ou des ancêtres qui, dans le système de croyances autochtone, évoluent entre la vie terrestre et Dieu. Il en résulte souvent des attentes à l'égard des croyants⁹⁷ – comme le fait que les femmes doivent accoucher de nombreux enfants, et surtout des fils. Car, dans de nombreuses communautés religieuses autochtones en Afrique de l'Ouest, mais pas toutes, les pères lèguent leurs privilèges sociaux et économiques à leurs fils. Ils leur transmettent leur nom et leur héritage. Pour les femmes, cela signifie qu'elles mettent généralement plus d'enfants au monde qu'elles ne le souhaitent, jusqu'à ce qu'elles aient mis suffisamment d'hommes au monde au sein d'une famille.

C'est aussi ainsi qu'elles s'assurent socialement. Car si leur époux vient à décéder, elles accèdent à l'héritage et aux biens par le biais de leurs fils.⁹⁸ La morale religieuse n'est donc pas la seule à exiger des femmes qu'elles mettent au monde de nombreux enfants. Cela peut aussi être dans leur propre intérêt – si elles vivent dans des sociétés dites patrilinéaires, dominées socialement et juridiquement par des hommes.

Mais la communauté aussi, avec ses us et coutumes, impose ses exigences aux femmes et les met sous pression. Ainsi, au sein du peuple Yoruba au Nigeria, la fécondité de potentielles épouses joue un rôle important dans la conclusion d'un mariage. Si une femme ne tombe pas enceinte, il est légitime que les hommes aient une autre relation. Le fait que les hommes puissent eux aussi être stériles est à cet égard bien souvent ignoré.⁹⁹ Jacob K. Olupona, chercheur en religion et professeur à l'université de Harvard, a trouvé une image pertinente pour traduire la pression qu'exerce la communauté sur les femmes. Il décrit que les femmes au sein de communautés religieuses autochtones ne vivent pas une grossesse seule, puisque c'est d'une certaine manière l'ensemble de la communauté qui y participe et attend le nouveau-né.¹⁰⁰ La chercheuse en développement Funmi Togonu-Bickersteth en déduit que ces normes sociales empêchent les femmes de vivre une vie autodéterminée, même sur le plan de leur sexualité.¹⁰¹

Sermon et pratique

Une analyse des trois communautés religieuses montre : « L'heureux événement » joue partout un rôle majeur, malgré toutes les différences. Pour les croyants, la naissance et le symbole de la création divine. Il en résulte des stéréotypes de genre traditionnels pour les hommes et les femmes (cf. encadré « Asseoir tout le monde autour de la table », p. 54-55). Ainsi, dans l'islam, le christianisme et les religions autochtones, une « vraie » femme se caractérise en premier lieu par sa potentielle maternité et les tâches qu'elle accomplit au sein de la famille. Les femmes sont d'ailleurs mieux considérées lorsqu'elles ont (beaucoup d') des enfants et c'est également ce que la communauté attend d'elles pour les considérer « pleinement en tant que telles ». ^{102,103} Opinions religieuses et normes et traditions culturelles devraient là aller de pair.

Mais dans les faits, les croyants ne suivent quasiment pas la doctrine « stricte » au quotidien. La plupart des personnes ne respectent pas toujours les règles religieuses, en ont leur propre interprétation et vivent avec de prétendues contradictions, entre doctrine et vie quotidienne. De la même manière, la recherche indique que si les préceptes influencent souvent la position des croyants sur la sexualité, ils expliquent plus rarement le nombre de partenaires sexuels d'une personne, par exemple. Des sondages effectués auprès de catholiques sur presque tous les continents ont révélé que les couples ignorent tout bonnement les directives du Vatican et approuvent et utilisent les contraceptifs modernes.¹⁰⁴ Il est, de plus, tout à fait envisageable de souhaiter fonder une famille nombreuse et de défendre publiquement la contraception ou la planification familiale.¹⁰⁵ Une étude datant d'une vingtaine d'années environ a conclu que bon nombre de membres de religions autochtones en Afrique de l'Ouest argumentaient (indirectement) à la fois pour et contre la planification familiale. Ainsi, les femmes interrogées décrivaient certes les familles nombreuses comme une bénédiction divine pour leur propre famille, tout en admettant que si les familles planifiaient le nombre d'enfants souhaités, les mères et les enfants auraient de meilleures chances de vivre une vie saine et décente.¹⁰⁶

2. À chaque religion sa vision des choses ?

Les religions aussi évoluent

Le mode de vie de la population évolue et les religions se transforment elles aussi progressivement. Ces changements font avancer les croyants. Dans l'islam, le christianisme et les religions autochtones, l'on trouve des textes, des mythes ou des images offrant aux couples une plus grande liberté de décision en accord avec leur foi. Les personnes s'engageant en faveur de l'égalité des sexes ou souhaitant encourager les personnes à décider personnellement du nombre d'enfants souhaités peuvent s'y référer.

Les prêtres, imams et autorités autochtones peuvent faire connaître des versions progressistes de leurs textes ou mythes sacrés sur place et se mobiliser pour de meilleures conditions de vie. Après tout, ils connaissent les réalités du terrain au sein de leurs communautés, savent la pauvreté, le chômage et les grossesses non désirées chez les adolescentes. Dans de nombreux endroits, elles renforcent déjà les initiatives en matière de planning familial, d'éducation, de formation des filles ou d'égalité des droits (cf. encadré : « Des leaders religieux font la promotion des études secondaires », p. 42-43). Il n'est d'ailleurs pas rare qu'ils mettent ces thématiques à l'ordre du jour au sein de la communauté. Ils le font notamment en conseillant les membres de la communauté, en formant des collègues dans l'argumentation religieuse autour de la planification familiale, en se mettant en réseau dans le cadre de conférences suprarégionales et en partageant leurs succès et les difficultés rencontrées. Ils veillent ainsi à ce que les familles soient informées et puissent prendre des décisions qui soient compatibles avec leur foi, de manière autonome.

- 63 Marshall, K. (2013). *Global institutions of religion. Ancient movers, modern shakers*. London: Routledge.
- 64 McQuillan, K. (2004). When Does Religion Influence Fertility? *Population and Development Review*, 30(1), p. 25–56.
- 65 Karlsson, O. (2019). Religion and Child Health in West and Central Africa. *Population and Development Review*, 45(4), p 707–738. [bit.ly/3so8y60](https://doi.org/10.1111/j.1728-4459.2019.00560.x) (24.03.21).
- 66 Marshall, K. (2018). Religion. Religious contributions to development issues. In J. Drydyk & L. Keleher (Hrsg.), *Routledge Handbook of Development Ethics*, p 320–330. Milton : Routledge.
- 67 Marshall, K. (2013). *Global institutions of religion. Ancient movers, modern shakers*. London: Routledge. p 186 – 187.
- 68 McQuillan, K. (2004). When Does Religion Influence Fertility? *Population and Development Review*, 30(1), p. 25–56.
- 69 United Nations Development Programme (2020). *Human Development Report 2020. The next frontier: Human development and the Anthropocene*. Statistical tables. New York. hdr.undp.org/en/content/download-data (24.03.21).
- 70 McQuillan, K. (2004). When Does Religion Influence Fertility? *Population and Development Review*, 30(1), p. 25–56.
- 71 Marshall, K. (2018). Religion. Religious contributions to development issues. In J. Drydyk & L. Keleher (Hrsg.), *Routledge Handbook of Development Ethics*, p 320–330. Milton : Routledge.
- 72 Hassan, R. (2007). Human Liberation is Supported by the Holy Qur'an (Women in Religion). [bit.ly/3qSWvNr](https://doi.org/10.1111/j.1728-4459.2007.00121.x) (24.03.21).
- 73 Marshall, K. (2015). Religious engagement in family planning policies. Experience in six Muslim-majority countries. Washington DC. [bit.ly/3tOcljZ](https://doi.org/10.1111/j.1728-4459.2015.00412.x) (24.03.21).
- 74 Iyer, S. (2019). Religion and Demography. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 75 Cf. notammnt Cocks, T. (30.11.17). West Africa population planners battle to woo Muslim hearts. Reuters Media. [reut.rs/2PiooQX](https://www.reuters.com/article/2017-11-30/west-africa-population-planners-battle-to-woo-muslim-hearts-idUSKBN1E90001) (24.03.21).; Oketch, A. (23.09.20). Kenya: No Longer Haram – Muslims Change Tack on Family Planning. allafrica.com/stories/202009230097.html (24.03.21).
- 76 Westoff, C. F., Bietsch, K. (2015). Religion and Reproductive Behavior in Sub-Saharan Africa, ICF International (DHS Analytical Studies No. 48). Rockville, Maryland. [bit.ly/3rh7bob](https://doi.org/10.1111/j.1728-4459.2015.00412.x) (24.03.21).
- 77 Marshall, K. (2015). Religious engagement in family planning policies. Experience in six Muslim-majority countries. Washington DC. [bit.ly/3tOcljZ](https://doi.org/10.1111/j.1728-4459.2015.00412.x) (24.03.21).
- 78 Marshall, K. (2015). Religious engagement in family planning policies. Experience in six Muslim-majority countries. Washington DC. [bit.ly/3tOcljZ](https://doi.org/10.1111/j.1728-4459.2015.00412.x) (24.03.21).
- 79 Cocks, T. (30.11.17). West Africa population planners battle to woo Muslim hearts. Reuters Media. [reut.rs/2PiooQX](https://www.reuters.com/article/2017-11-30/west-africa-population-planners-battle-to-woo-muslim-hearts-idUSKBN1E90001) (24.03.21).
- 80 United Nations Population Fund – UNFPA (2016). Religion, women's health & rights. Points of contention and paths of opportunities. [S.l.].
- 81 United Nations Population Fund – UNFPA (2016). Religion, women's health & rights. Points of contention and paths of opportunities. [S.l.].
- 82 Marshall, K. (2013). *Global institutions of religion. Ancient movers, modern shakers*. London: Routledge.
- 83 United Nations Population Fund – UNFPA (2016). Religion, women's health & rights. Points of contention and paths of opportunities. [S.l.].
- 84 Marshall, K. (2013). *Global institutions of religion. Ancient movers, modern shakers*. London: Routledge.
- 85 McQuillan, K. (2004). When Does Religion Influence Fertility? *Population and Development Review*, 30(1), p. 25–56.
- 86 Libreria Editrice Vaticana (2015). Sri Lanka – Philippines: In-Flight Press Conference of His Holiness Pope Francis from the Philippines to Rome (19 January 2015). [bit.ly/2QvDIQ1](https://www.vatican.va/holy_father/francis/news/2015/01/19-01-2015_1.html) (24.03.21).

2. À chaque religion sa vision des choses ?

- 87 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Hinz, C. (2019). *Umkämpftes Terrain. Der internationale Widerstand gegen das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung* (Originalausgabe). Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/399o0v9 (24.03.21).
- 88 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Hinz, C. (2019). *Umkämpftes Terrain. Der internationale Widerstand gegen das Recht auf sexuelle Selbstbestimmung* (Originalausgabe). Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/399o0v9 (24.03.21).
- 89 United Nations Population Fund – UNFPA (2016). *Religion, women's health & rights. Points of contention and paths of opportunities*. [S.l.].
- 90 United Nations Population Fund – UNFPA (2016). *Religion, women's health & rights. Points of contention and paths of opportunities*. [S.l.].
- 91 Lugira, A. M. (2009). *African traditional religion* (3rd ed.). New York: Chelsea House Publishers. bit.ly/3f5X9DM. Les dénominations de religion s'inspirent des noms des groupes de population qui suivent la croyance respective.
- 92 Aderibigbe, I. S. (2015). *Religious Traditions in Africa: An Overview of Origins, Basic Beliefs, and Practices*. In I. S. Aderibigbe, C. M. J. Medine & G. Aderibigbe (Hrsg.), *Contemporary Perspectives on Religions in Africa and the African Diaspora*, p. 7–29. Basingstoke : Palgrave Macmillan. bit.ly/3rfA58f (24.03.21).
- 93 Afrobaromètre (2016/2018). *Afrobaromètre (R7 2016/2018)*. Religion of respondent: "What is your religion, if any?". Accra. www.afrobarometer.org/data (24.03.21).
- 94 African Liberty (2019). *Religion and the African Spiritual Identity* (with Harvard's Jacob K. Olupona). bit.ly/2NIsvoO (24.03.21).
- 95 Alolo, N. A. (2007). *African Traditional Religion and Concepts of Development. A Background Paper* (Working Paper Nr. 17). Birmingham.
- 96 Afrobaromètre (2016/2018). *Afrobaromètre (R7 2016/2018)*. Religion of respondent: "What is your religion, if any?". Accra. www.afrobarometer.org/data (24.03.21).
- 97 Alolo, N. A. (2007). *African Traditional Religion and Concepts of Development. A Background Paper* (Working Paper Nr. 17). Birmingham.
- 98 Milazzo, A. (2014). *Son Preference, Fertility and Family Structure Evidence from Reproductive Behavior among Nigerian Women*, World Bank, Development Research Group, Human Development and Public Services Team (Policy Research Working Paper Nr. 6869). bit.ly/31jVxy5 (24.03.21).
- 99 Togonu-Bickersteth, F. (2003). *Family Planning and Abortion*. In D. C. Maguire (Hrsg.), *Sacred rights. The case for contraception and abortion in world religions*, p. 167–174. Oxford UK : Oxford University Press.
- 100 Olupona, J. K. (2000). *Chapter 12 African Religions and the Global Issues of Population, Consumption, and Ecology*. In D. C. Maguire & H. G. Coward (Hrsg.), *Visions of a new earth. Religious perspectives on population, consumption, and ecology*. Albany, N.Y: State University of New York Press.
- 101 Togonu-Bickersteth, F. (2003). *Family Planning and Abortion*. In D. C. Maguire (Hrsg.), *Sacred rights. The case for contraception and abortion in world religions*, p. 167–174. Oxford UK : Oxford University Press.
- 102 Iyer, S. (2019). *Religion and Demography*. In J.-P. Carvalho, S. Iyer & J. Rubin (Hrsg.), *Advances in the Economics of Religion*, p. 141–154. Springer International Publishing.
- 103 Coates, A.L., Hill, P.S., Rushton, S., Balen, J. (2014). *The Holy See on sexual and reproductive health rights. Conservative in position, dynamic in response*. *Reproductive Health Matters*, 22(44), p. 114–124.
- 104 Clague, J. (2014). *Catholics, Families and the Synod of Bishops: Views from the Pews*. *The Heythrop Journal*, 55(6), n/a-n/a. bit.ly/3n0yNxo.
- 105 Friedman, N. (2014). *Faith & International Family Planning*. Washington D.C. bit.ly/3riffwS (24.03.21).
- 106 Togonu-Bickersteth, F. (2003). *Family Planning and Abortion*. In D. C. Maguire (Hrsg.), *Sacred rights. The case for contraception and abortion in world religions*, p. 167–174. Oxford UK : Oxford University Press.

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique



Les communautés religieuses et leurs représentants s'engagent en maint endroit en faveur de la santé reproductive des femmes, l'accès universel à la planification familiale ou à l'éducation des filles. Quelles sont leurs méthodes et où s'avèrent-elles efficaces ?

En novembre 2022 se tiendra la sixième Conférence internationale sur le planning familial à Pattaya, sur la côte est de la Thaïlande.¹⁰⁷ Les participants s'engagent généralement à titre professionnel ou bénévole, pour que tous puissent choisir librement les méthodes qu'ils utiliseront pour déterminer le moment opportun de fonder une famille et le nombre d'enfants désiré. Ils agissent en qualité de représentants nationaux ou de membres d'organisations internationales de développement, d'initiatives et de réseaux issus de la société civile.

Dès la première conférence en 2009 en Ouganda, des organisations religieuses telles que l'ONG ghanéenne *Muslim Family Counselling Services* (MFCS), le réseau international *Faith to Action Network* ou encore l'organisation de développement chrétienne *World Vision* figurent parmi les participants. Lors de tables rondes, les participants débattent notamment de la manière dont les représentants religieux peuvent se mobiliser en faveur de la planification familiale.¹⁰⁸ Les représentants religieux eux-mêmes illustrent comment ils réussissent à convaincre les sceptiques ou comment ils parviennent à organiser des débats sur la planification familiale au sein de la communauté.¹⁰⁹

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Même en dehors des conférences, durant les affaires courantes, la communauté internationale s'intéresse à la manière dont les représentants religieux et leurs organisations peuvent contribuer à accélérer la baisse de la fécondité – en particulier dans des régions à fort développement démographique comme l'Afrique de l'Ouest. Les représentants de tous milieux politiques, de la santé au gouvernement national, s'efforcent de collaborer de façon constructive avec des associations religieuses, des communautés religieuses ou divers représentants religieux. Ils savent que les hommes et les femmes ont confiance dans les imams, les prêtres ou les chefs autochtones et prennent au sérieux leur opinion religieuse en matière de planification familiale.

La foi peut influencer sur le changement démographique

Fig. 8



Les communautés religieuses peuvent influencer directement et indirectement sur les taux de natalité. Les représentants religieux sensibilisent par exemple leurs communautés sur les avantages de familles moins nombreuses et les organisations religieuses proposent une éducation sexuelle ainsi que des services d'orientation et de santé. Ils touchent là directement leurs fidèles. Dans le même temps, ils peuvent s'engager pour une plus grande autodétermination des femmes, en encourageant par exemple l'éducation des filles ou en remettant en question les stéréotypes de genre. Ces thèmes leur permettent d'agir plutôt indirectement sur les facteurs intervenant dans la transition démographique.

(représentation propre d'après le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)¹¹⁰)

Les gouvernements, autorités sanitaires ou organisations de développement misent sur le fait que les communautés religieuses et leurs représentants assoient l'acceptation de la planification familiale parmi les fidèles, voire qu'ils forcent un changement vers davantage d'égalité hommes-femmes. Les imams, prêtres, évêques et sultans ainsi que leurs associations servent d'intermédiaire entre l'État et la communauté. Ils conseillent les familles et les personnes (cf. encadré « Chaque communauté a son propre accès », p. 49-50). Souvent, des cliniques ou centres d'orientation soutenus par des organisations religieuses forment même une partie de l'infrastructure de santé.

Tout prêche donc à penser que les communautés religieuses peuvent contribuer à une meilleure égalité des sexes et à un recours plus fréquent aux méthodes de planification familiale et jeter les bases d'une demande plus forte en moyens contraceptifs. Cependant, les communautés religieuses ont souvent plutôt tendance à incarner une morale sexuelle stricte où le plaisir n'a pas sa place et dont les porte-paroles rejettent systématiquement la contraception. Mais est-ce vraiment le cas ?

Car dans les faits, dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, des organisations religieuses, des réseaux ou divers religieux se mobilisent déjà dans des domaines qui ont une influence durable sur l'évolution démographique :

1. Égalité des sexes ;
2. Éducation des filles ;
3. Santé sexuelle ;
4. Planification familiale ;
5. Implication des hommes et
6. Réseaux et relais d'opinion.

Quels défis doivent-ils relever et comment procèdent-ils ?

3.1 Égalité des sexes : efforts à poursuivre

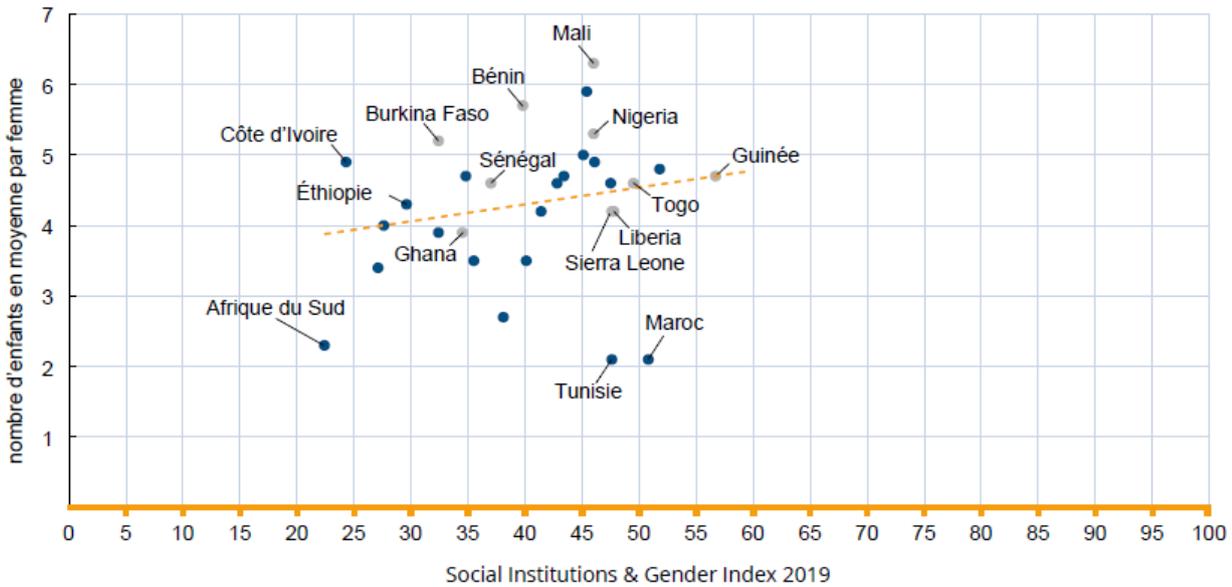
En Afrique de l'Ouest, où les valeurs patriarcales traditionnelles régissent le quotidien dans de nombreuses régions, les femmes ne jouissent pas des mêmes droits que les hommes. Dans certains pays, elles ne peuvent par exemple pas demander le divorce. Elles dépendent souvent financièrement de leurs maris et sont avant tout des épouses et des mères dévouées.¹¹¹ Celles qui ne peuvent pas construire leur propre projet de vie peuvent être contraintes de rester avec un partenaire violent.¹¹²

Mais l'inégalité n'émane pas toujours de la jurisprudence respectrice. La propriété est par exemple très inégalement répartie, non seulement entre les couches sociales, mais aussi entre les sexes. La plupart des employés du secteur agricole sont certes des femmes, mais seule une infime partie des champs qu'elles sèment leur appartient.¹¹³ En outre, les parlements d'Afrique de l'Ouest ne comptent que 16 pour cent de femmes. En Afrique du Sud et de l'Est, elles représentent près d'un tiers des députés – un taux comparable avec celui des représentations nationales en Europe de l'Ouest et du Sud.^{114,115}

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Qui dit plus d'égalité des sexes, dit moins d'enfants

Fig. 9 : nombre d'enfants en moyenne par femme en fonction de l'inégalité spécifique au genre selon le Social Institutions & Gender Index 2019 (0 = égalité absolue, 100 = inégalité absolue)



L'indice Institutions sociales et égalité homme-femme de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure les discriminations à l'encontre des femmes dans différents domaines de la vie. Il porte autant sur les lois et leur mise en œuvre que sur les mentalités au sein de la population. Dans les pays dont l'indice est élevé, donc où les inégalités sont particulièrement importantes, de nombreuses femmes n'ont pour perspective que la maternité et le mariage et ne peuvent aspirer à d'autres parcours de vie, à supposer qu'ils soient possibles, qu'au prix d'une haute lutte. Plus les femmes et les filles peuvent participer davantage à la vie sociale dans son ensemble – de l'éducation à des emplois rémunérateurs, en passant par la culture – et plus leurs droits reproductifs sont assurés, plus elles ont tendance à vouloir fonder des familles moins nombreuses.

(Source : PRB¹¹⁶, OCDE¹¹⁷)

La discrimination dans presque tous les domaines de la vie fait que les filles qui viennent de naître auront un avenir restreint où elles ne pourront pas participer à la vie politique, économique et sociale dans la même mesure que le feront des bébés garçons (cf. encadré « Des leaders religieux font la promotion des études secondaires », p. 42-43). Le cas échéant, elles ont aussi en moyenne plus d'enfants.^{118,119} Elles doivent s'occuper de leurs enfants et souvent aussi de leurs propres (grands-)parents ainsi que du mari, tout en s'acquittant des tâches domestiques. Cela a des répercussions économiques dans toute la région. Selon une équipe de l'OCDE, le niveau actuel de discrimination à l'encontre des femmes et des filles en Afrique de l'Ouest entraîne une perte de revenus potentiels d'environ 120 milliards de dollars.¹²⁰ À l'inverse, moins d'inégalités entraîneraient davantage de revenus, puisque les femmes pourraient avoir un travail rémunéré, au lieu de s'occuper gracieusement d'enfants et de personnes âgées.

Les mouvements féministes réclament plus d'engagement

Depuis quelques années, les stéréotypes de genre traditionnels sont de plus en plus sous les feux de la critique dans toute l'Afrique. Le 15 mai 2019, douze jeunes femmes du Bénin, du Burkina Faso, de Guinée, du Mali, du Sénégal et de Mauritanie ont adressé une lettre ouverte aux chefs d'État d'Afrique de l'Ouest. L'appel des représentantes d'organisations pour les droits des femmes et des filles a été publié dans cinq quotidiens transrégionaux.¹²¹

Dans leur bref texte, les auteures ne revendiquent pas uniquement que les femmes soient encouragées à participer au marché du travail. Les gouvernements doivent au contraire bien plus œuvrer en faveur de meilleures conditions de vie pour les femmes. Ils doivent promouvoir le droit des femmes et des filles à disposer librement de leur corps, permettre aux filles d'accéder à des études supérieures et ainsi leur permettre de décider de leur avenir. Dans le même temps, les associations féministes devraient être soutenues financièrement et les femmes devraient pouvoir être impliquées dans les instances de décision.¹²² Cela n'est pas compatible avec l'image traditionnelle selon laquelle les femmes effectuent principalement des tâches domestiques et de soin non rémunérées.

La lettre ouverte n'est qu'un exemple témoignant de la volonté de nombreuses femmes de participer à la société – qu'elles soient mères, épouses sans enfants ou célibataires. Elles défient les représentants au sein de la politique, de l'économie, mais aussi des communautés religieuses et les appellent à se pencher sur les inégalités liées au genre. Mais c'est précisément au sein de communautés religieuses - même si celles-ci s'ouvrent actuellement à des thèmes comme la planification familiale - que persiste encore souvent une image traditionnelle de la femme.

En pratique : impliquer les femmes à tous les niveaux

Ceux qui s'engagent en faveur de plus d'égalité des sexes doivent faire preuve d'endurance, avancer les arguments adéquats et déployer de grands efforts de persuasion. C'est aussi le cas des collaborateurs du bureau de la *Conférence des Églises de toute l'Afrique* (CETA). L'organisation œcuménique faïtière dont le siège se situe à Nairobi, au Kenya, représente selon ses dires plus de 140 millions de chrétiens sur le continent africain. Les 16 États d'Afrique de l'Ouest comptent aussi des organisations membres. Elle gère un bureau régional basé à Lomé, au Togo.

Au siège principal à Nairobi, toute une équipe travaille sur des sujets ayant trait au genre, aux femmes et aux jeunes et se mobilise pour plus d'égalité des sexes. Mais chaque organisation membre a sa propre vision et celle-ci ne coïncide pas toujours avec les positions du bureau.¹²³ Les militantes des droits des femmes au sein de la centrale de la CETA se sont donc félicitées de voir que l'assemblée générale de 2018 a fixé « Le genre, les femmes et la jeunesse » comme thématique stratégique de l'ensemble de l'organisation pour les cinq années à venir.¹²⁴

Les collaborateurs de la CETA réalisent désormais progressivement les nouveaux objectifs fixés par l'assemblée générale. Ils proposent notamment une plateforme à l'attention de la jeunesse, afin que celle-ci puisse y soumettre ses perspectives et se faire entendre. Fin 2020, la CETA a par exemple récompensé, dans le cadre d'une cérémonie de remise de prix en ligne, dix jeunes lauréats d'un concours d'écriture d'essais.

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Ceux-ci se sont imposés parmi 121 jeunes issus de tout le continent africain en écrivant sur l'extractivisme, soit un mode de développement basé sur l'extraction et l'exportation de matières premières, le genre et les inégalités. Les textes des dix lauréats seront publiés collectivement en ligne.¹²⁵ Mais les choses doivent aussi bouger au sein de leur propre association. À moyen terme, davantage de femmes devront occuper des postes de direction au sein de l'organisation et des églises membres. La plupart des personnes engagées au sein des communautés sont de toute façon des femmes, mais celles-ci n'ont jusqu'à présent que peu voix au chapitre.

Les qualités de leadership sont des compétences humaines et non masculines

Les préjugés sur les compétences des femmes constituent l'une des raisons pour lesquelles les femmes sont rares aux postes haut placés des communautés religieuses. De nombreux croyants pensent que les femmes ne seraient pas capables de diriger des hommes ou qu'elles ne le devraient pas. C'est pourquoi il incombe à la CETA – à l'instar de nombreuses autres associations religieuses – d'ouvrir des postes de direction aux femmes et de réfuter les préjugés sociaux qui les sous-tendent.¹²⁶ Le bureau propose à cet effet notamment des formations destinées à permettre aux femmes d'accéder à de potentiels postes de direction et les y encourager. Le travail sur les textes sacrés portant sur les hommes et les femmes est cependant tout aussi important. Car tous les croyants se réfèrent à la Bible, qu'ils soient pour ou contre les femmes au sein d'institutions religieuses.

La Bible prêche l'égalité de sexes

L'équipe du bureau de la CETA constate régulièrement que des croyants interprètent certains passages d'une manière qui renforce les stéréotypes de genre traditionnels et les discriminations liées au genre. Doit-on interpréter la Bible au sens littéral du terme lorsqu'on lit : « Soyez féconds, multipliez-vous (...) » (1. Moïse 1.22) ?¹²⁷ Et comment interpréter cette phrase, à l'aune de la croissance démographique et de la pauvreté ? Les collaborateurs de la CETA débattent de ces questions et d'autres entre autres avec des religieux issus des églises membres et élaborent ensemble des réponses en ayant à l'esprit la pauvreté qui sévit dans de nombreuses régions, le fait que des adolescentes tombent aussi involontairement enceintes et que des femmes sont souvent victimes de violences sexistes.

La CETA entend proposer une alternative aux interprétations plutôt conservatrices de la Bible. C'est pourquoi ils étudient notamment leurs saintes Écritures en petits comités en partant d'une perspective non sexiste.¹²⁸ Les participantes et participants découvrent quels versets bibliques portent un message d'égalité entre les sexes et comment s'en inspirer. Selon les collaborateurs de la CETA, le principe biblique fondamental est : Dieu a créé les femmes et les hommes à son image.¹²⁹ Les inégalités liées au genre ne sont pas compatibles avec cette idée, selon la CETA.¹³⁰ Les organisations membres partagent leurs connaissances et en débattent lors de symposiums annuels. Il s'agit après tout de transmettre aux croyants des interprétations positives de la Bible. À long terme, la CETA entend ainsi insuffler une dynamique religieuse et culturelle positive.

3.2 Éducation des filles : scolarisation plus longue pour un meilleur avenir

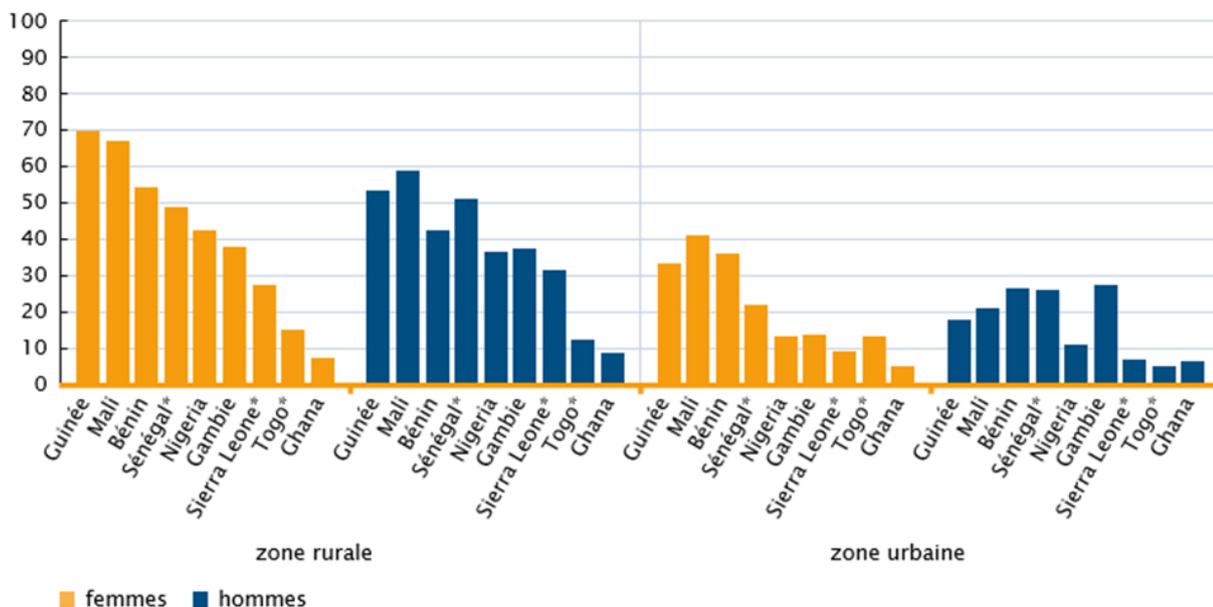
En janvier 2018, une activiste du droit des femmes de 21 ans a dirigé pour quelques jours le ministère de l'Éducation à Dakar, au Sénégal. Marie-Augustine Dieme vient du sud du pays et s'engage là en faveur des droits des filles. Elle profite de son poste de ministre pour faire avancer la question de l'éducation des filles auprès des représentants du gouvernement.

Elle est arrivée à ce poste par l'intermédiaire de l'ONG Plan International qui, chaque année, confie symboliquement des fonctions importantes à des jeunes du monde entier dans le cadre de « takeovers ». ^{131,132,133} Beaucoup de (jeunes) femmes comme Dieme revendiquent une éducation de qualité pour les filles. Les communautés religieuses ne peuvent à moyen terme pas se fermer à ces revendications sans subir une perte de confiance de la part des croyants.

Selon Dieme et les autres activistes, les raisons justifiant une meilleure éducation des filles ne manquent pas. Dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, les chances pour les filles et les jeunes femmes seraient meilleures que dans d'autres, mais dans l'ensemble, en 2017 encore, environ 2,4 millions de filles en âge de suivre des études secondaires n'étaient pas scolarisées. Ce chiffre devrait en réalité être encore plus important, car ce résultat ne recense pas les données de sept des 16 États d'Afrique de l'Ouest, dont le Nigeria, qui est le pays le plus peuplé de la région. ¹³⁴ La situation est particulièrement délétère dans les pays francophones : Au Sénégal, au Bénin, au Mali et en Guinée, entre 37 et 59 pour cent des jeunes femmes en âge de suivre des études secondaires n'étaient pas scolarisées en 2018, contre 36 à 50 pour cent pour les garçons. ¹³⁵

Les jeunes femmes issues de régions rurales ont les plus mauvaises perspectives d'éducation

Fig. 10 : Part des jeunes non scolarisés, en âge de suivre des études secondaires, par pays, sexe et lieu, en pour cent, 2017 et 2018



Il existe, dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, des disparités d'éducation entre les régions rurales et urbaines. Les jeunes femmes en souffrent généralement plus que les hommes. Dans les régions isolées de Guinée par exemple, environ 70 pour cent des filles en âge de suivre des études secondaires ne sont pas scolarisées, alors que ce taux n'est que d'environ 33 pour cent dans les villes.

(Source : UIS¹³⁶)

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Le *Out-of-school-Rate*¹³⁷ pour l'enseignement secondaire est dans certains pays globalement si élevé, soit parce que beaucoup de jeunes ne sont pas du tout scolarisés, soit parce que leur parcours scolaire s'arrête avant même le début des études secondaires. Dans les zones rurales en particulier, les enfants doivent souvent aller travailler pour nourrir la famille, comme le révèle un rapport de 2015 de la Banque mondiale. Dans les villes, c'est moins souvent le cas et il y a aussi plus d'écoles ou de structures d'accueil. C'est pourquoi les enfants en villes bénéficient au final d'un meilleur accès à l'éducation. Par ailleurs, bon nombre de parents n'ont pas le temps ou n'ont pas les connaissances nécessaires pour soutenir ou accompagner leurs enfants dans l'apprentissage. Ce cercle vicieux se perpétue de génération en génération.¹³⁸

Dans les zones rurales d'Afrique de l'Ouest, ce sont précisément les filles qui ont les plus mauvaises perspectives d'éducation. Rien que le fait que les jeunes femmes aient leurs règles et qu'elles ne peuvent bien souvent pas se permettre de protections hygiéniques les contraint à rester à la maison, à rater des examens et à ne pas obtenir de diplômes.¹³⁹ Leur parcours scolaire s'achève souvent plus tôt que celui des jeunes garçons, parce qu'elles se marient jeunes et ont des enfants. C'est au plus tard à ce moment-là que les enfants et la famille passent avant le reste et qu'un certificat scolaire ou un diplôme d'études n'a plus aucune valeur pour les femmes.¹⁴⁰

L'absence d'éducation freine le progrès personnel et social

Les conséquences sont désastreuses : les jeunes qui ne sont pas scolarisés ou ne l'ont été que quelques années ne peuvent généralement pas assurer eux-mêmes leur propre subsistance. Ils sont condamnés à des conditions de vie et de travail précaires et essaient de s'en sortir grâce à de petits boulots. Celui qui ne reçoit aucune éducation ou qu'une éducation primaire, dépend par conséquent plus souvent des autres financièrement ou des aides de l'État – si tant est que ces dernières existent. Les familles portent donc une lourde responsabilité lorsqu'elles décident de l'éducation de leurs propres enfants. Il s'agit en fin de compte de savoir si les enfants bénéficieront d'un bon départ dans la vie.¹⁴¹

L'éducation de tout un chacun a aussi des répercussions sur toute la société. En effet, un enseignement secondaire offre aux jeunes l'opportunité d'améliorer leur propre situation et celle de leur environnement social. Au final, l'ensemble de ces perspectives représente la marge de progression de la société. Plus d'éducation peut réduire les disparités socio-économiques tout en contribuant à ce que les couples fondent des familles moins nombreuses. Les femmes titulaires d'un diplôme d'enseignement secondaire aspirent, dans l'ensemble, à fonder des familles moins nombreuses et ont des enfants plus tardivement.¹⁴² Si les États d'Afrique de l'Ouest échouent à offrir un enseignement supérieur à un nombre plus important de filles, ils ne pourront pas non plus profiter du potentiel effet positif d'un tel enseignement sur le pouvoir économique.¹⁴³

Les communautés religieuses sont à deux titres des partenaires essentiels en matière d'éducation des filles. Elles dirigent d'une part depuis des décennies des écoles dans de nombreux pays parmi les plus défavorisés. Elles y proposent une place à l'école précisément aux enfants issus de régions ayant de moins bonnes possibilités d'accès à l'éducation.¹⁴⁴

D'autre part, beaucoup de membres de communautés religieuses rejettent une éducation globale des filles, au motif que le christianisme, l'islam et les religions autochtones africaines considèrent généralement les femmes comme des mères et des personnes s'occupant de leurs proches. (cf. « À chaque religion sa vision des choses ? », p. 22). Les arguments théologiques concernant l'éducation des filles sont par conséquent essentiels pour convaincre les croyants que ce sujet est essentiel non seulement pour leur propre développement, mais aussi celui de la société.

Les religieux qui s'engagent déjà en faveur de la planification familiale et qui connaissent les arguments théologiques importants à cet égard pourraient avoir intérêt à échanger avec de jeunes activistes comme Dieme. Les jeunes sont après tout les mieux placés pour exprimer pour quelles raisons une bonne éducation est importante à leurs yeux et quels buts ils souhaitent par là même atteindre.

En pratique : des leaders religieux font la promotion des études secondaires

Certains leaders religieux en Afrique de l'Ouest s'engagent depuis de nombreuses années en faveur de l'éducation des filles, comme le sultan de Sokoto, un leader religieux de près de 90 millions de musulmans au Nigeria. Selon lui, l'éducation est l'outil le plus précieux qu'il peut être donné aux enfants. À long terme, elle favorise également une coexistence plus pacifique. C'est pourquoi il veille à ce que les imams et d'autres religieux portent ce sujet au sein de leurs communautés et contribuent ainsi à faire évoluer les mentalités auprès de parents ou politiques sceptiques.^{145,146} Pourquoi est-il si important que d'éminents religieux comme le sultan s'engagent en faveur de l'éducation des filles ?

Lorsque des principes religieux sont interprétés abusivement pour argumenter contre l'éducation des filles ou des femmes, le combat d'organisations laïques contre ce type de pratiques reste bien souvent sans effet. Mais les communautés religieuses et leurs représentants ont eu l'avantage de pouvoir présenter d'autres points de vue tout en restant crédibles. Les imams, évêques ou encore les représentants de communautés autochtones peuvent, avec les bons arguments, convaincre des parents, des personnes issues de leurs propres rangs et des politiques que chaque fille devrait recevoir un enseignement secondaire. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, les représentants religieux assument déjà ce rôle, mais trop peu sont encore ceux qui s'engagent conjointement, discutent des arguments pouvant convaincre les sceptiques et quels formats d'échange sont les plus adaptés au sein de leur communauté.

C'est pourquoi, en janvier 2019, le sultan de Sokoto ainsi que Ronald E. F. K. Muwenda Mutebi II, le prince du Bouganda, un royaume précolonial situé dans l'actuel Ouganda, ont lancé la conférence panafricaine *Keeping Girls in School Conference* (pour d'autres conférences d'organisations religieuses : cf. graphique « La planification familiale s'invite dans la religion », p. 53). Des représentants religieux de l'islam, du christianisme, des religions autochtones ainsi que des représentants de la politique et d'organisations de développement internationales se sont à cette occasion donné rendez-vous dans la capitale nigériane, Abuja.

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Les participants ont échangé sur la situation concernant l'éducation des filles en Afrique, partagé leurs solutions et discuté des prochaines étapes.¹⁴⁷

La plupart des religieux masculins ne sont cependant pas restés qu'entre eux durant ces deux jours de conférence. Des femmes leaders et représentantes d'organisations pour la jeunesse venues de toute l'Afrique ont également fait le déplacement. Ensemble, ils ont discuté des multiples raisons pour lesquelles les filles ne vont pas à l'école – des parents qui ne saisissent pas l'importance de l'éducation aux attitudes stigmatisantes à l'égard des filles qui sont indisposées. Au terme de la conférence, les femmes et les jeunes ont annoncé soutenir localement les religieux dans les efforts prévus.

Le sultan de Sokoto a appelé ses homologues à prendre au sérieux cette responsabilité pour leur communauté et à tout mettre en œuvre pour que les filles puissent achever leurs études secondaires. Les participants ont donc décidé de mettre en place des réseaux nationaux et locaux au sein desquels ils partagent les stratégies ayant porté leurs fruits dans leurs communautés et où ils peuvent se mobiliser, tous ensemble, en faveur de l'éducation des filles.

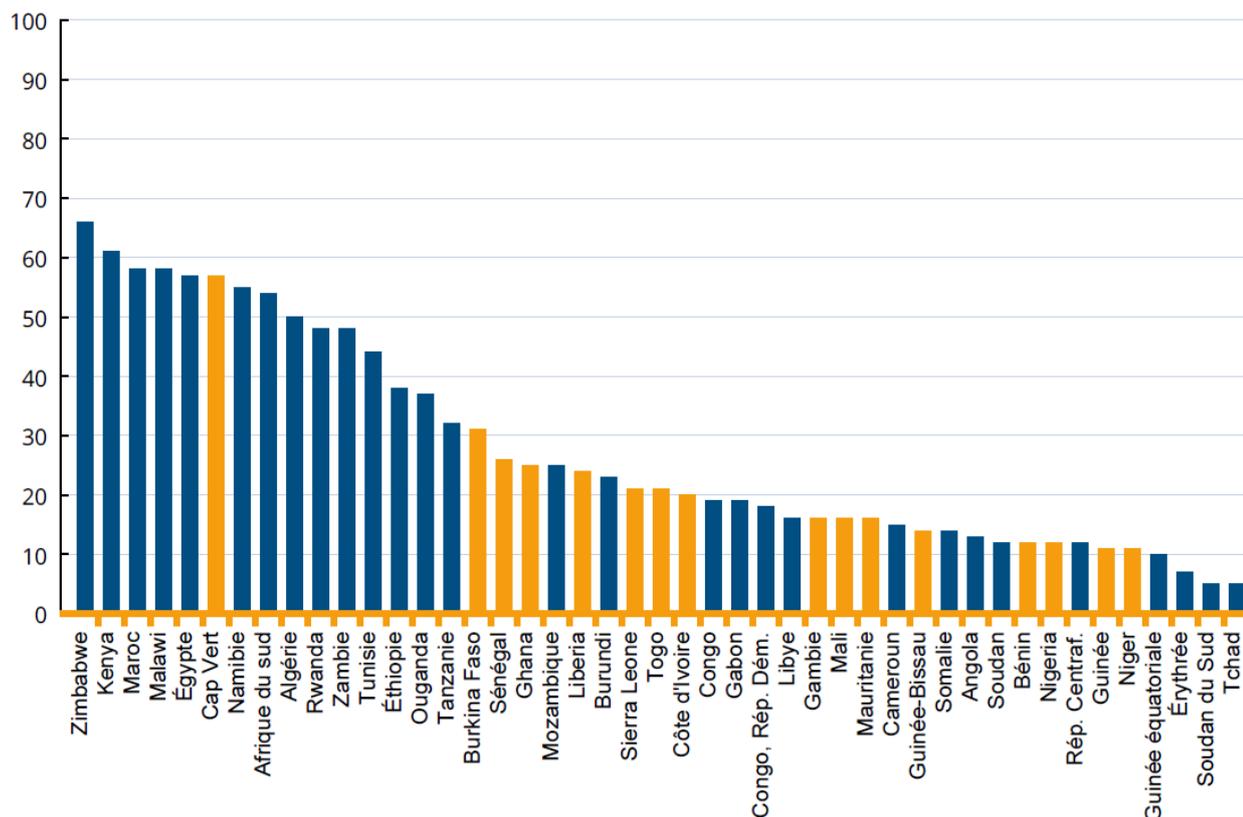
Il ne s'agit à ce stade que de déclarations d'intention. Mais, à moyen terme, les réunions de représentants religieux influents, comme la *Keeping Girls in Schools Conference*, auront des répercussions sur les associations religieuses et les communautés. D'une part, l'impact n'est pas le même selon si les revendications pour un meilleur accès à l'éducation des filles émanent d'autorités religieuses éminentes comme le sultan de Sokoto ou de « simples » imams locaux. L'engagement des deux est essentiel. D'autre part, c'est lors d'événements tels que cette conférence que les participants découvrent les arguments permettant de convaincre les sceptiques (cf. encadré « Les guides et les argumentaires pour des connaissances accessibles », p. 26) et les erreurs à éviter lorsqu'ils s'adressent à des parents ou à des représentants politiques locaux. Voir que des pairs y parviennent dans d'autres régions peut aussi motiver d'autres représentants religieux.

3.3 Santé sexuelle : tout le monde n'a pas accès aux moyens de contraception

Pour pouvoir décider librement, en toute connaissance de cause et en étant bien informés du moment de fonder une famille et du nombre d'enfants souhaité, les hommes et les femmes doivent disposer des connaissances et des moyens nécessaires. La plupart connaissent depuis longtemps les contraceptifs modernes et savent comment les utiliser. Ceci aussi grâce à de nombreuses campagnes de sensibilisation d'ONG et de gouvernements. Au Bénin, par exemple, les autorités sanitaires nationales ont plaidé pour que le sujet figure en haut de la liste des priorités nationales, avec succès. Ils ont développé un plan d'action avec de nombreuses campagnes d'éducation et d'information que les autorités mettent progressivement en œuvre depuis 2019 et jusqu'en 2023 (cf. encadré « Asseoir tout le monde autour de la table », p. 54–55).¹⁴⁸ Dans le même temps, en Mauritanie, par exemple, aucune éducation sexuelle circonstanciée n'est proposée à ce jour. Là-bas, une femme sur trois ne connaît aucune méthode de contraception moderne.¹⁴⁹

Dans de nombreuses régions, les moyens de contraception modernes sont encore très rares

Fig. 11 : part de femmes mariées (entre 15 et 49 ans) ayant recours à des contraceptifs modernes, par pays, en pour cent, 2019 ; les pays d'Afrique de l'Ouest sont représentés en orange



Dans huit des 16 États d'Afrique de l'Ouest, moins de 20 pour cent des femmes mariées ont recours à des moyens de contraception modernes. Dans toute la région, ce taux est d'en moyenne 16 pour cent. En comparaison avec tout le continent africain, seule l'Afrique centrale affiche une proportion semblablement aussi faible.

(Source : PRB¹⁵⁰)

Mais la question n'est pas seulement de savoir quelles méthodes de contraception marchent en principe. Des idées fausses sur la grossesse et la sexualité courent un peu partout. Une étude du Guttmacher Institut datant de 2007 a révélé qu'au Ghana, un jeune homme sur deux âgé de 15 à 19 ans ne savait rien de la période fertile des femmes. Seuls 21 pour cent avaient conscience qu'une femme pouvait tomber enceinte lors du premier rapport sexuel.¹⁵¹ Des études plus récentes attestent aussi que bon nombre de personnes pensent notamment que certains moyens contraceptifs pourraient rendre stériles ou provoquer des cancers à long terme.¹⁵²

La sensibilisation seule ne suffit pas

Cependant, le fait que la plupart des personnes en Afrique de l'Ouest connaissent les méthodes de contraception modernes ne signifie pas pour autant qu'elles les utilisent.

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Parmi les dix pays africains dont les taux de recours à des moyens contraceptifs sont les plus faibles, quatre se situent en Afrique de l'Ouest : il s'agit du Bénin, de la Guinée, du Nigeria et du Niger. Là, seuls dix à douze pour cent des femmes mariées et leur partenaire utilisent des moyens de contraception modernes. Dans de nombreux autres pays d'Afrique de l'Ouest, ce chiffre varie entre 20 et 30 pour cent. Seul le Cap Vert se distingue avec un taux de près de 60 pour cent.¹⁵³

Dans de nombreuses régions, trop rares sont les moyens de contraception disponibles à un coût abordable et correspondant aux souhaits des utilisatrices et utilisateurs. Tous ne peuvent pas non plus se payer les contraceptifs disponibles dans les centres de santé ou bien n'ont pas l'argent pour ne serait-ce que se rendre dans un point de vente.¹⁵⁴ Mais il existe d'autres raisons pour lesquelles les femmes ne se protègent pas, bien qu'elles ne veuillent pas avoir (d'autre) enfant. Celles-ci s'inquiètent notamment des potentiels effets secondaires de moyens contraceptifs hormonaux. Ça et là, une partie de leur environnement social refuse catégoriquement d'avoir des rapports protégés. Chacune se sent ainsi contrainte de se plier aux normes sociales.¹⁵⁵ En fin de compte, les croyants doivent aussi décider si leurs valeurs religieuses leur permettent d'avoir des rapports protégés. La réponse devrait varier selon l'endroit et le contexte culturel et dépendre de l'opinion que se font les personnes sur la sexualité. Les positions des communautés religieuses sont relativement claires à cet égard (cf. « À chaque religion sa vision des choses ? », p. 22). Mais celles-ci ne s'accordent pas toujours avec la réalité. La plupart, par exemple, ne tiennent pas compte du fait que les jeunes explorent l'amour, la vie en couple et la sexualité.

En pratique : adapter les services de soins aux besoins des jeunes

Dans de nombreuses communautés, il est inconcevable que des religieux aident les jeunes à parler de sexualité avec leurs parents. C'est pourtant précisément ce qu'ont fait quelques imams et prêtres au Bénin, au Cameroun, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo, dans le cadre du projet *Jeune S3*¹⁵⁶, mené de 2016 à 2020 sous la houlette de l'ONG catholique internationale *Cordaid*. L'acronyme signifie *Santé, Sexualité, Sécurité* et le projet vise à aider et à encourager les jeunes à exprimer leurs interrogations en matière de sexualité à leurs parents, aux politiques locaux ou aux employés d'hôpitaux et de centres de santé.

Lorsque des jeunes en Afrique de l'Ouest sont mieux informés sur la période fertile chez la femme, son cycle menstruel ou les modes de transmission du VIH et souhaitent utiliser des moyens de contraception, ils se heurtent souvent à de l'incompréhension de la part de leurs parents ou d'autres adultes. Dans les milieux très religieux en particulier, les relations sexuelles se pratiquent de toute façon dans le cadre du mariage. Les défenseurs de cette morale sexuelle stricte négligent fréquemment le fait que cela ne reflète bien souvent pas la réalité. C'est pourquoi les jeunes participants du projet *Jeune S3* ont tout d'abord dû convaincre les parents sceptiques de parler avec eux de ces sujets. Dans certaines communautés, les prêtres et imams impliqués ont servi d'intermédiaires, fait tomber des barrières émotionnelles et ainsi favorisé une ambiance propice aux échanges. Beaucoup de parents ont finalement accepté que leurs enfants participent également à quelques-unes des nombreuses autres activités de ce projet. Environ 500 jeunes ont été formés au leadership pour ce « lobbying ».

Le projet *Jeune 53* a également eu pour but de contribuer à ce que les offres de conseil disponibles en matière de sexualité soient mieux adaptées aux besoins des jeunes. Ces derniers déploraient notamment que de nombreux centres d'orientation avaient plutôt tendance à les intimider et qu'ils ne tenaient souvent pas compte des problématiques typiques de leur âge ou les humiliaient dans leur façon de leur parler. Lorsque des brochures pour centres d'orientation suggèrent par exemple à demi-mot que la sexualité entre jeunes n'est pas appropriée, cela peut décourager des jeunes. Plusieurs centaines de jeunes ont donc découvert une catégorisation simple, leur permettant d'évaluer systématiquement la qualité de leurs offres de conseil locales concernant le VIH, les méthodes de contraception, les troubles de la menstruation ou encore la grossesse. Ils se sont ensuite rendus dans des cliniques, des centres de santé et d'orientation. Là aussi, ils ont évalué la qualité de l'offre locale, en prenant de faux rendez-vous. Suite à quoi ils ont remis leurs évaluations aux professionnels et ont discuté avec eux des axes d'amélioration.

En maint endroit, le fait que les jeunes prennent en main leurs intérêts a porté ses fruits : à Banikoara, au Bénin, des jeunes ont réuni leurs parents, des leaders religieux, des membres de la communauté et des prestataires de santé. Devant cette assemblée, ils ont mis en avant les dysfonctionnements ainsi que le nombre important de grossesses chez les adolescentes. Ils ont demandé aux autorités locales de proposer aux jeunes des tests de dépistage de maladies sexuellement transmissibles gratuits en cliniques et de leur remettre gratuitement des contraceptifs. En 2019, leurs revendications ont été mises en œuvre et bien plus encore : les autorités locales qui travaillent auprès des jeunes sur des sujets ayant trait à la santé sexuelle et reproductive disposent en sus d'un budget alloué à l'emploi des jeunes. Les jeunes peuvent désormais exiger des autorités d'affecter le budget disponible aussi aux fins envisagées et d'améliorer la situation pour les jeunes qui découvrent et s'approprient leur propre sexualité.

3.4 Planification familiale : mener un dialogue d'égal à égal

En juillet 2017, à N'Djamena, la capitale du Tchad, se sont réunis plus de 1200 leaders essentiellement musulmans pour parler de planification familiale. Le symposium régional « Islam, dividende démographique et bien-être familial » visait à permettre aux participants d'échanger leurs connaissances et à s'encourager mutuellement afin de promouvoir la planification familiale d'un point de vue religieux au sein de leurs communautés. Hussain Hassan Abakar, le leader spirituel des musulmans au Tchad s'est exprimé très clairement : « L'islam encourage la planification familiale et toute initiative en faveur du bien-être de la femme. »¹⁵⁷

Cet événement a été organisé par le Fonds des Nations unies pour la population dans le cadre du projet SWEDD¹⁵⁸ de la Banque mondiale. L'objectif : convaincre des imams et d'autres leaders musulmans en qualité de soutiens locaux, pour renforcer le travail déjà effectué par les ministères, les autorités locales et les ONG (cf. encadré « Asseoir tout le monde autour de la table », p. 54–55). Le projet a pour but de faire reculer le nombre de naissances au Tchad, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Mali et en Mauritanie. Dans les six pays du Sahel, une femme a en moyenne cinq à sept enfants.¹⁵⁹

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

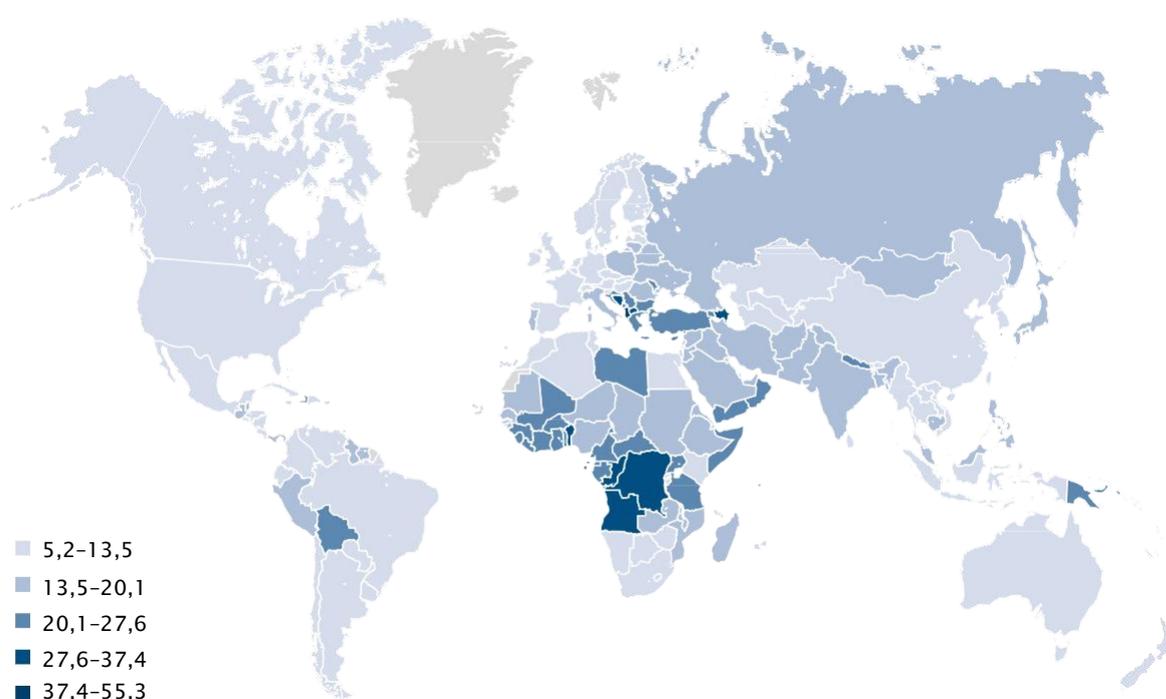
De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest se sont entre temps fixé des objectifs clairs. Comme en 2013 à Londres, lorsque des représentants de nombreux pays en développement se sont réunis avec des organisations internationales à l'occasion d'un sommet sur le planning familial. Le représentant du Sénégal s'est là notamment engagé à mieux informer son pays sur les méthodes de planification familiale et à améliorer l'accès à des moyens de contraception modernes et abordables, en particulier dans les régions rurales et isolées. Des collaborateurs d'autorités sénégalaises ont notamment lancé des campagnes médiatiques où ils discutent de planification familiale et ont fait la promesse de décentraliser les chaînes de distribution pour contraceptifs, afin d'éviter les goulots d'approvisionnement.^{160,161,162} De tels efforts paient : selon un rapport actuel des Nations unies sur la planification familiale, certains pays en Afrique subsaharienne, dont le Burkina Faso, la Sierra Leone et le Sénégal, ont réalisé des progrès majeurs au cours de ces 20 dernières années.¹⁶³

De nombreuses familles envisagent la planification familiale, mais ne l'appliquent pas, pour diverses raisons

Malgré ces réussites, les femmes qui s'épargneraient volontiers une grossesse ou tout du moins aimeraient la retarder, sont loin de toutes accéder à des moyens de contraception modernes comme la pilule ou les préservatifs. Les Nations unies parlent là de besoins non satisfaits en matière de méthodes de contraception modernes. Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, cela représente entre 20 et 28 pour cent de toutes les femmes. Cela concerne même jusqu'à 35 pour cent des femmes mariées.¹⁶⁴

Cartographie du manque d'autodétermination en matière de planification familiale

Fig. 12 : besoins non satisfaits en matière de moyens de contraception modernes (projection)¹⁶⁵, en pour cent, 2020



Aujourd'hui encore, toutes les femmes d'Afrique de l'Ouest qui souhaitent avoir moins d'enfants ou repousser la prochaine grossesse sont loin de pouvoir réaliser ce souhait. Après des pays comme l'Angola et la République démocratique du Congo, les besoins non satisfaits en matière de moyens de contraception modernes en Afrique de l'Ouest figurent parmi les plus élevés du continent, et ce, pour diverses raisons. Les personnes manquent notamment d'argent pour acheter des contraceptifs, les moyens de contraception abordables sont dans de nombreuses régions trop rares et ailleurs, les femmes s'inquiètent des effets secondaires de méthodes de contraception hormonales.

(Source : UNDESA¹⁶⁶)

Souvent, les personnes ayant recours aux moyens de contraception modernes sont plus rares dans des régions où la guerre fait rage ou où les risques naturels accentuent les conditions de vie précaires, tout simplement parce que ces moyens ne sont pas disponibles ou parce que ces personnes n'ont pas de quoi en acheter. L'épidémie d'Ebola a par exemple suspendu la distribution de moyens de contraception.¹⁶⁷ Des données solides font encore défaut, mais la pandémie de Covid-19 devrait elle aussi avoir des effets similaires. De surcroît, durant la pandémie, les centres de santé ne pouvaient en partie proposer que des consultations restreintes sur la planification familiale, ce qui a ainsi pu retarder le choix de certaines personnes d'avoir ou non recours à une méthode de contraception.¹⁶⁸

Les débats autour de la planification familiale ne portent cependant pas toujours que sur des questions de fond, mais aussi sur la forme : qui parle et quelle est sa légitimité ? Quels termes emploient les représentants en matière de planification

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

familiale ? Qu'englobe d'ailleurs la notion de planification familiale ? De quels groupes cibles parle-t-on ? Les groupes cibles concernés par la planification familiale devraient être moins vastes aux yeux de nombreuses communautés religieuses qu'aux yeux des Nations unies, par exemple. C'est pourquoi, au sein des communautés religieuses, la planification familiale signifie souvent que des couples mariés laissent passer suffisamment de temps entre les grossesses et considèrent le nombre d'enfants à qui ils peuvent proposer une vie en bonne santé et un bon départ dans la vie, le tout en accord avec leur foi.

En pratique : chaque communauté a son propre accès

Les collaborateurs de l'organisation *Muslim Family Counselling Services* (MFCS) au Ghana rencontrent fréquemment des croyants rejetant la planification familiale, considérant certaines méthodes avec scepticisme ou appliquant une morale sexuelle particulièrement stricte. L'organisation existe depuis 1990, une époque où il était encore tabou de parler de planification familiale au sein de la société. Dès le début, les collaborateurs de MFCS ont surtout conseillé des personnes issues de milieux précaires sur la planification familiale et les ont sensibilisés aux maladies sexuellement transmissibles.

De nombreux membres de courants islamiques ultraconservateurs pensent que la planification familiale est une stratégie de l'Occident visant à limiter la population musulmane.^{169,170} Les détracteurs considèrent ces méthodes de contraception plus comme un instrument de contrôle que comme une chance pour les familles d'influer positivement sur leurs propres conditions de vie. Les collaborateurs du MFCS ont parfois dû quitter précipitamment les communautés suite à l'action de croyants radicaux ayant appelé leurs fidèles à se rassembler afin de s'opposer à l'organisation. Les collaborateurs du MFCS ont été contraints de laisser derrière eux leurs brochures, documentations et autres supports de travail.¹⁷¹

La sensibilité à la foi et aux valeurs est incontournable

Ainsi, les mêmes questions continuent d'habiter les collaborateurs d'ONG depuis le début de leur travail : comment instaurer un dialogue respectueux sur les grossesses, la sexualité et les moyens de contraception sans donner le sentiment de ne pas être en prise avec la réalité ? Quel est le moment idéal pour parler de planification familiale ? Quelles sont les valeurs essentielles aux yeux des communautés au sein desquelles ils travaillent ? Comment le MFCS peut-il s'en inspirer ? Et qui doivent-ils rallier à leur cause au niveau local pour parvenir à leurs fins ? Ces questions révèlent qu'en termes de planification familiale, les valeurs religieuses doivent impérativement être prises en compte.

C'est pourquoi le MFCS contacte dans un premier temps les autorités communales locales et les leaders religieux. Ils nouent alors progressivement une relation de confiance. Ils misent à cet égard surtout sur le soutien d'imams et de prêtres. Lorsqu'ils parviennent à rallier ces derniers à leur cause, ils améliorent aussi l'atmosphère sur place pour pouvoir aborder des sujets sensibles tels que la planification familiale. Les croyants ne craignent alors plus que le MFCS ne veuille saper leur foi. Lorsqu'ils échangent avec les religieux, les collaborateurs du MFCS ont toujours la Bible et le Coran à portée de main. Il s'agit après tout de démêler le vrai du faux et de déconstruire des mythes largement répandus.

Bon nombre de croyants pensent par exemple que le Coran rejette la planification familiale et approuve sans réserve les mariages polygames. Les collaborateurs du MFCS font alors référence à différents passages du Coran et démontrent que ces deux assertions sont fausses (cf. « À chaque religion sa vision des choses ? », p. 22). Ce n'est que lorsque les collaborateurs du MFCS et les religieux se font mutuellement confiance et sont du même avis sur des positions religieuses clés qu'ils entament leur travail au sein des communautés. Le MFCS s'assure ainsi que les collaborateurs sont entendus et acceptés au sein de la communauté respective.

Au fil de leurs nombreuses années de travail, les collaborateurs du MFCS ont accumulé des connaissances et de l'expérience qui s'avèrent tout aussi précieuses pour des organisations laïques : ils connaissent par exemple les termes à employer pour aborder des sujets sensibles. Les collaborateurs de nombreuses organisations religieuses, telles que le MFCS, parlent par conséquent souvent de *birth spacing* au sein de communautés musulmanes, soit l'espacement des naissances. Les croyants acceptent ainsi mieux le dialogue que s'il était question de contraception et de limitation du nombre d'enfants.

Le MFCS doit régulièrement se battre pour obtenir des subventions pour poursuivre les programmes et rémunérer les collaborateurs. Sans l'aide des bénévoles, l'organisation ne pourrait faire son travail. De plus, de nombreuses personnes de leur groupe cible habitent des régions reculées et difficilement accessibles. Les deux vieilles motos garées devant le bureau ne leur permettent pas d'aller partout. Néanmoins, le fait que le MFCS collabore depuis 30 ans déjà avec les autorités religieuses, qu'elle parvienne à rallier les religieux à sa cause et qu'il conseille les croyants sur la sexualité et la planification familiale est un succès. Forts de leur autorité théologique, les prêtres et les imams peuvent garantir aux hommes et aux femmes que leur foi les autorise à espacer les naissances et à se protéger à cette fin.

3.5 L'autre moitié de l'humanité : les hommes aussi sont concernés

Pendant longtemps, les programmes de planification familiale se sont surtout concentrés sur les femmes. Souvent, les hommes n'étaient pas ou insuffisamment impliqués.^{172,173} Pourtant, les hommes portent la même responsabilité en matière de vie sexuelle saine et sont souvent ceux qui refusent d'utiliser des préservatifs. Lorsque les programmes améliorent donc l'accès à l'information et aux moyens de contraception, mais que les offres ne sont pensées que pour les femmes sans tenir compte des hommes, ils ignorent les causes fondamentales des taux élevés de natalité – notamment les stéréotypes traditionnels liés au genre. Or c'est précisément là qu'il serait utile d'agir afin que davantage d'hommes acceptent les contraceptifs modernes.

L'opinion des hommes sur la planification familiale fait toute la différence

Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, les femmes décident seules ou avec leur partenaire si et comment elles souhaitent reporter une grossesse. Mais ce n'est pas le cas partout. Au Mali, au Sénégal et en Guinée, les hommes parviennent à s'imposer jusque dans un tiers des cas lorsqu'ils ne veulent pas se protéger. Ils empêchent ainsi que les femmes décident elles-mêmes ou conjointement avec leur partenaire du moment de fonder ou d'agrandir une famille et du nombre d'enfants souhaité.¹⁷⁴

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Ce que les hommes savent sur la planification familiale, ce qu'ils en pensent et la manière dont ils voient leur rôle au sein de la famille peut influencer de diverses manières sur le succès des programmes : premièrement, les hommes ne peuvent contribuer au succès qu'en demandant si et comment ils peuvent participer à une décision relevant de la planification familiale. Deuxièmement, ils peuvent favoriser l'acceptation au sein des familles et des communautés lorsqu'ils s'impliquent en faveur de la planification familiale. Troisièmement, le recours durable et correct aux contraceptifs augmente lorsque les hommes et les femmes s'en soucient à parts égales.¹⁷⁵

Jusqu'à ce jour, seules quelques rares organisations religieuses n'ont collaboré effectivement avec des hommes, mais au moins en tiennent-ils compte dans la conception de leurs programmes dédiés à la santé reproductive et sexuelle. Une implication explicite des hommes devrait pourtant en valoir la peine. Les questions de savoir comment se définissent les hommes, le rôle qu'ils s'attribuent au sein de la famille et comment celui-ci peut nuire à d'autres, pourraient contribuer à rendre les programmes dédiés à la planification familiale plus efficaces.

En pratique : encourager les hommes à considérer leur rôle au sein de la société

L'ONG fondée en 2014 au Sénégal intitulée *Cadre des Religieux pour la Santé et le Développement* (CRSD) vise à encourager le dialogue interreligieux et à favoriser le développement du pays. La planification familiale est à cet égard l'un des domaines de travail clés. Contrairement à de nombreuses autres organisations, cette ONG œuvre surtout à convaincre des hommes sur la question de la planification familiale. Le CRSD se compose de différentes familles islamiques, soit des groupements au sein de l'islam, ainsi que des églises catholiques et évangéliques luthériennes.

Ce cadre a été suggéré par le ministère national de la santé avec qui le CRSD collabore étroitement. Ensemble, les participants ont commencé par identifier les problèmes – notamment l'idée fautive et largement répandue concernant la position de l'islam en matière de planification familiale. Il est très vite apparu que ce sont souvent les hommes qui refusent les méthodes de planification familiale modernes au sein des familles en avançant à cette fin des arguments religieux.

Tout dépend qui parle de planification familiale

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'organisation ne s'adresse pas directement aux citoyennes et citoyens. Le CRSD s'adresse en premier lieu aux imams et aux autres autorités musulmanes. Avec eux, les collaborateurs discutent des différentes interprétations de l'islam, les forment à des arguments religieux pour la planification familiale et tentent de les rallier durablement à leur cause, en tant que relais d'opinion. Les collaborateurs du CRSD ont aussi rédigé un document qui bat en brèche des mythes largement répandus de façon concise – notamment la vision selon laquelle l'islam interdirait la planification familiale (cf. encadré « Guides et argumentaires pour des connaissances accessibles », p. 26).

Ce n'est que lorsque les religieux discutent entre eux et qu'ils connaissent les arguments religieux concernant la planification familiale que les collaborateurs du CRSD s'adressent à la gent masculine des différentes communautés. Dans le cadre d'ateliers, et avec le soutien de religieux et de collaborateurs du CRSD, les participants remettent en question les arguments religieux sur lesquels bon nombre d'hommes s'appuient pour justifier leur rejet d'une planification familiale. Les imams participants constituent l'instance religieuse clé pour les croyants, raison pour laquelle leur parole a plus de poids et est écoutée par les hommes – plutôt que s'il s'agissait de collaborateurs d'ONG laïcs. En ce qui concerne les questions ayant trait à la foi et à la culture, les hommes et les femmes acceptent leur autorité.

Contrairement aux programmes du CRSD, *Tearfund* s'adresse directement aux hommes et à leur famille. L'ONG chrétienne active à l'échelle internationale a lancé en 2013 le projet *Transforming Masculinities*. Son but est d'éradiquer les inégalités de genre et les violences sexistes. Parmi les pays participant au projet figurent également deux pays d'Afrique de l'Ouest, le Liberia et le Niger.

L'instrument central du projet est le dialogue au sein des communautés. *Tearfund* collabore aussi avec des prêtres, des imams ou des prédicateurs locaux. Les réunions visent à échanger avec les croyants sur les inégalités des sexes d'un point de vue religieux. Pour ce faire, l'organisation a établi un guide avec des instructions et des conseils méthodiques censés notamment faciliter la tâche de prêtres qui souhaitent inciter les hommes de leur paroisse à s'intéresser à la masculinité (cf. encadré « Guides et argumentaires pour des connaissances accessibles », p. 26).

Le guide comprend par exemple des exercices concrets aidant les participants à évoquer ce qui caractérise la masculinité de nos jours. Ils réfléchissent ensemble de la façon dont Jésus assumait son rôle d'homme, par exemple. Celui-ci ne correspondait après tout pas du tout aux canons de la masculinité de l'époque. Les participants doivent apprendre comment le rôle social de « l'homme » peut aussi nuire à d'autres et à quoi pourrait ressembler une image plus positive de l'homme.¹⁷⁶

3.6 Réseaux et relais d'opinion : apprendre les uns des autres dans le monde entier

À quel point le travail d'organisations religieuses qui s'engagent en faveur de la santé sexuelle et reproductive est-il durable ? Comment les communautés religieuses et leurs représentants peuvent-ils réussir sur le long terme ? Cela dépend aussi des moyens financiers dont ils disposent : pour travailler avec des personnes vivant dans des régions reculées, il faut des voitures, de la technologie et suffisamment de collaborateurs qui doivent être rémunérés. Mais le succès d'organisations religieuses dépend surtout d'une plus grande égalité dans les relations entre hommes et femmes et de la possibilité pour les femmes de décider elles-mêmes du rôle qu'elles souhaitent jouer dans leur vie. Cela suppose un changement de mentalités.

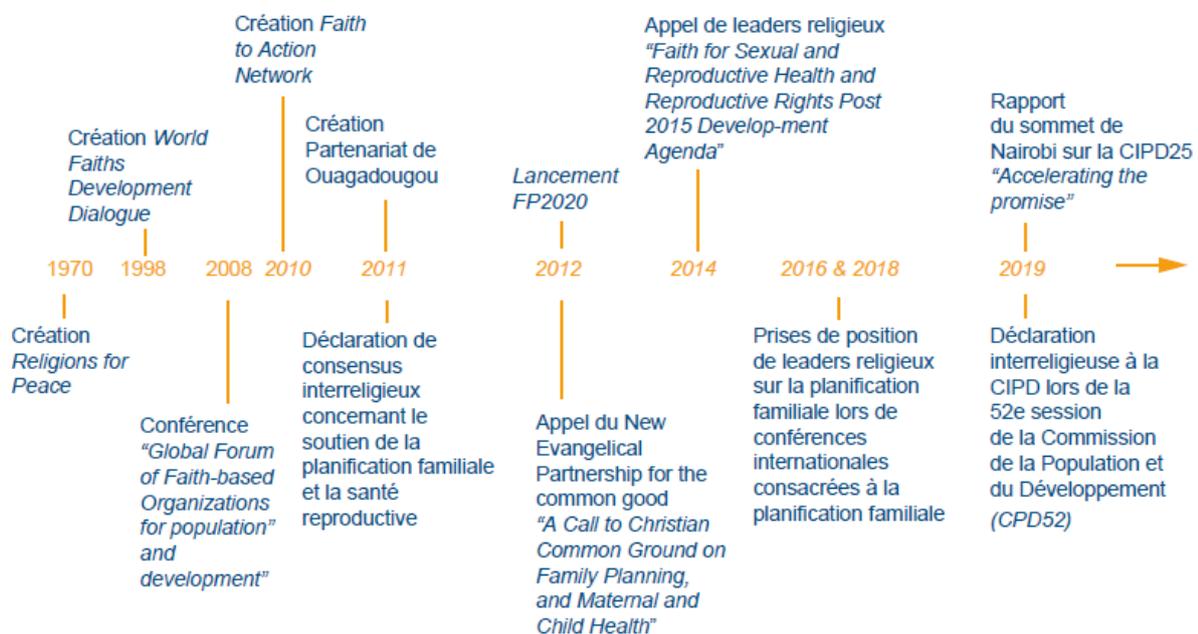
Alors que les exigences matérielles se règlent facilement à force de subventions pertinentes et qu'elles facilitent le travail à court terme, faire évoluer les mentalités nécessite plus de temps. Il faut en effet souvent plusieurs générations pour voir évoluer les normes sociales. Des réseaux et relais d'opinion solides, actifs tant au sein de communautés religieuses que dans la partie laïque de la société, peuvent favoriser et porter ce changement. Ils peuvent, à long terme, contribuer à faire reculer le nombre de personnes rejetant la planification familiale pour motifs religieux.

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

Les organisations religieuses peuvent ainsi contribuer sensiblement à pérenniser l'impact d'initiatives en faveur de l'égalité des sexes, de l'éducation des filles et de la planification familiale. Elles peuvent d'une part s'adresser aux représentants politiques et d'autre part tenter de favoriser le changement au sein de leurs communautés religieuses.

La planification familiale s'invite dans la religion

Fig. 13 : déclaration, appels et créations de réseaux et d'organisations d'acteurs religieux qui s'engagent en faveur des droits et de la santé en matière de sexualité et de reproduction



Depuis longtemps déjà, les organisations religieuses comme Religions for Peace se penchent sur les questions de développement, la croissance de la population et la planification familiale. Mais ce n'est qu'au cours de ces dix dernières années que cette thématique connaît un regain d'intérêt. Depuis, les acteurs se mettent en réseau et font entendre leurs idées, tant lors de conférences internationales que localement, dans les villes ou les villages reculés.

(représentation propre d'après Hoehn ¹⁷⁷)

En pratique : asseoir tout le monde autour de la table

En Afrique de l'Ouest, culture, société, politique et religion sont étroitement liées. C'est pourquoi la position sur la planification familiale, l'égalité des sexes ou l'éducation des filles ne peut évoluer que si les institutions étatiques ou les organisations de la société civile réunissent tous les groupes de la société.

C'est précisément l'objectif du Partenariat de Ouagadougou. Le réseau a été créé en 2011 lors d'une conférence régionale sur la planification familiale dans l'Afrique de l'Ouest francophone. Depuis, un bureau basé à Dakar coordonne les activités. À la création du réseau, les membres se sont fixés pour objectif d'ajouter 2,2 millions d'utilisatrices supplémentaires de contraceptions modernes au total. La réalité a dépassé leurs attentes : Dès 2019, le nombre atteint s'élevait à 3,1 millions. Pour atteindre cet objectif, le partenariat a notamment lancé des campagnes médiatiques et aidé les États à instaurer des lignes de budget nationales pour la planification familiale. Le partenariat de Ouagadougou entend cependant aussi renforcer la coordination et la coopération sur la planification familiale dans la région.¹⁷⁸

Le réseau a très tôt déjà associé les leaders religieux au dialogue. Il en résulte une alliance d'autorités religieuses dans les pays francophones ainsi que de nombreux groupes de travail au niveau national qui coopèrent et échangent également entre eux. Le partenariat réunit en outre régulièrement des collaborateurs des ministères de la santé et des représentants religieux et a contribué à pérenniser ces échanges.¹⁷⁹

Les religieux favorisent le changement au sein des institutions et localement

Le *Faith to Action Network* favorise lui aussi les échanges actifs entre les religions, mais dans un cadre plus vaste et également au-delà des frontières africaines. À l'instar du Partenariat de Ouagadougou, le réseau a été fondé en 2011. Lors d'une conférence, des représentants de différentes régions du monde et religions ont adopté la déclaration de Nairobi. Ceux-ci s'engagent à mettre à profit leurs réseaux pour mieux informer sur la planification familiale. De plus, ils s'impliquent au niveau politique à faire en sorte que toutes les personnes désirant avoir recours à des moyens de contraception puissent aussi le faire. De plus, les organisations membres encouragent les droits des femmes et le pluralisme social.¹⁸⁰

Parmi les initiateurs figurent l'université Al-Azhar au Caire et le Conseil africain des leaders religieux, qui fait partie de l'organisation Religions for Peace. Depuis 2015, un secrétariat basé à Nairobi coordonne le réseau. Faith to Action effectue un travail de lobbying et de relations publiques et de recherche. Il propose aussi des formations pour religieux et encourage surtout le dialogue avec et entre les communautés religieuses.

Le réseau organise de nombreuses conférences, rencontres ou formations et tente d'y représenter la diversité des positions religieuses sur l'égalité des sexes, la planification familiale ou encore la sexualité. À cet égard, les collaborateurs veillent plus particulièrement à assurer un dialogue d'égal à égal et empreint de respect mutuel. C'est pourquoi Faith to Action adapte ses manifestations en fonction des groupes cibles. Il aspire à instaurer un débat fructueux entre participants plutôt conservateurs et participants plutôt progressistes, sans qu'ils ne se sentent mutuellement agressés. Mais toutes les positions ne sont pas compatibles entre elles. Par exemple, les personnes ou les organisations qui rejettent toute forme de contraception ou celles qui se battent pour un droit universel à l'avortement ne participent que rarement à de telles manifestations.

Sans parler du fait que le réseau renforce les échanges entre les religions, les collaborateurs veillent à ce que les initiatives et les idées ne se diluent pas. Ils les documentent et les exploitent : quelles sont les approches qui fonctionnent et dans quel milieu ? Quelles idées sont particulièrement bien accueillies au sein de la communauté ? À long terme, il en résulte un catalogue de bonnes pratiques pouvant faire des émules dans d'autres pays ou régions et initier un changement vers une meilleure acceptation de la planification familiale.

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

- 107 International Conference on Family Planning Secretariat (2021). ICFP Secretariat Announces New Dates for 2022 Conference – ICFP. bit.ly/3cZUg50 (24.03.21).
- 108 International Conference on Family Planning (2009). International Conference on Family Planning: Research and Best Practices. fpconference.org/2009/149901.html (24.03.21).
- 109 International Conference on Family Planning (2021). ICFP 2021. icfp2021.org/ (24.03.21).
- 110 Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) (2014). Bevölkerungsdynamik in der deutschen Entwicklungszusammenarbeit. Positionspapier. Neuauflage. (rapport stratégique 10/2013). Bonn. bit.ly/30WgYoK (24.03.21).
- 111 Organisation for Economic Cooperation and Development – OECD (2019). SIGI 2019 Global Report. Paris : OECD Publishing. bit.ly/3faqRYA (24.03.21).
- 112 Menzel, A. (2018). Geld ist unser Hauptproblem! (en 2018 – 3). Wissenschaft & Frieden. (2018 – 3) (16.02.21).
- 113 Organisation for Economic Cooperation and Development – OECD (2019). SIGI 2019 Global Report. Paris : OECD Publishing. bit.ly/3faqRYA (24.03.21).
- 114 Inter-Parliamentary Union, P. (2021). The IPU's Open Data Platform: Global and regional averages of women in national parliaments. Averages as of 1st January 2021. data.ipu.org/women-averages (24.03.21).
- 115 Organisation for Economic Cooperation and Development – OECD (2019). SIGI 2019 Global Report. Paris : OECD Publishing. bit.ly/3faqRYA (24.03.21).
- 116 Population Reference Bureau (2020). World Population Data Sheet 2020. Total Fertility Rate 2019. bit.ly/3jz2wf8 (24.03.21).
- 117 Organisation for Economic Cooperation and Development Centre (2019). Social Institutions & Gender Index 2019. www.genderindex.org/ (24.03.21).
- 118 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Klingholz, R. (2019). Afrikas demografische Vorreiter. Wie sinkende Kinderzahlen Entwicklung beschleunigen. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3cXpFoy (24.03.21).
- 119 Bouchama, N., G. Ferrant, L. Fuiet, A. Meneses and A. Thim (2018). Gender Inequality in West African Social Institutions, OECD Publishing (West African Papers No 13). Paris. bit.ly/2P1tfpM (24.03.21).
- 120 Bouchama, N., G. Ferrant, L. Fuiet, A. Meneses and A. Thim (2018). Gender Inequality in West African Social Institutions, OECD Publishing (West African Papers No 13). Paris. bit.ly/2P1tfpM (24.03.21).
- 121 Bah, H. I., Dieme, R., Glele, C., Haba, D. E., Hountondji, A., Maricou, N., F. et al. (15.05.19). Tribune féministes Afrique de l'Ouest. Lettre ouverte aux chefs d'État d'Afrique de l'Ouest. La Nouvelle Tribune Benin. bit.ly/3aWFKKm (24.03.21).
- 122 Bah, H. I., Dieme, R., Glele, C., Haba, D. E., Hountondji, A., Maricou, N., F. et al. (15.05.19). Tribune féministes Afrique de l'Ouest. Lettre ouverte aux chefs d'État d'Afrique de l'Ouest. La Nouvelle Tribune Benin. bit.ly/3aWFKKm (24.03.21).
- 123 Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung (19.01.2021). Entretien portant sur le travail de l'All Africa Conference of Churches. Interview avec L. Mwaniki & E. Lesmore.
- 124 All Africa Conference of Churches (2019). All Africa Conference of Churches, Strategy 2019 – 2023 (24.03.21).
- 125 All Africa Conference of Churches (2021). Young Africans Keen to telling the Pan African Stories on Extractives Gender and Inequality. bit.ly/3qEcOwx (24.03.21).
- 126 Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung (19.01.2021). Entretien portant sur le travail de l'All Africa Conference of Churches. Interview avec L. Mwaniki & E. Lesmore.
- 127 Deutsche Bibel Gesellschaft (2017). Lutherbibel 2017 (LU17). 1. Mose 1.22. bit.ly/30Xj1ZT (24.03.21).
- 128 All Africa Conference of Churches (2019). All Africa Conference of Churches, Strategy 2019 – 2023 (24.03.21).
- 129 Université d'Innsbruck (2007). Die Bibel in der Einheitsübersetzung. Das Buch Genesis, chapitre 1. bit.ly/2NxojrP (24.03.21).
- 130 All Africa Conference of Churches (2019). Annual Report 2019. bit.ly/2N8rDct (24.03.21).
- 131 Bour, C. (09.04.18). Au Sénégal, le combat de Marie-Augustine Dieme, étudiante et activiste, pour l'éducation des filles. Information TV5MONDE. bit.ly/3cfkMbe (24.03.21).
- 132 Dieme, M. (2020). MARIE AUGUSTINE DIEME (ACTIVISTE) : Une militante des droits des enfants et des filles, EnQuete+. bit.ly/3tO7EQd (24.03.21).
- 133 Plan International Deutschland e.V. (02.02.18). Eine Woche Bildungsministerin von Senegal. bit.ly/3aGdpZv (24.03.21).
- 134 Unesco Institute for Statistics (2020). UIS.Stat. Out-of-school children of lower secondary school age, by gender (number). Montreal. data.uis.unesco.org/ (24.03.21).

- 135 Unesco Institute for Statistics (2017, 2018). Out-of-school rate for adolescents of lower secondary school age, by sex and location (household survey data) (%). data.uis.unesco.org/ (24.03.21).
- 136 Unesco Institute for Statistics (2017, 2018). Out-of-school rate for adolescents of lower secondary school age, by sex and location (household survey data) (%). data.uis.unesco.org/ (24.03.21).
- 137 Die Out-of-School-Rate indique la part d'enfants et de jeunes non scolarisés, par rapport à leur groupe d'âge respectif.
- 138 Inoue, Gropello, Taylor, S. & Gresham (2015). Out-of-School Youth in Sub-Saharan Africa. A Policy Perspective, World Bank (Directions in Development). Washington D.C. bit.ly/3cZ7PBD (24.03.21).
- 139 United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization – UNESCO (2014). Puberty Education & Menstrual Hygiene Management (Good Policy and Practice in Health Education Booklet 9). Paris. bit.ly/31fBBMQ (24.03.21).
- 140 Inoue, Gropello, Taylor, S. & Gresham (2015). Out-of-School Youth in Sub-Saharan Africa. A Policy Perspective, World Bank (Directions in Development). Washington D.C. bit.ly/3cZ7PBD (24.03.21).
- 141 Inoue, Gropello, Taylor, S. & Gresham (2015). Out-of-School Youth in Sub-Saharan Africa. A Policy Perspective, World Bank (Directions in Development). Washington D.C. bit.ly/3cZ7PBD (24.03.21).
- 142 Carrasco Heiermann, A., Klingholz, R. & Lutz, W. (2018). Mehr Humankapital wagen! Wie Bildung die Gesellschaften der Welt fit für das 21. Jahrhundert machen kann. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3rh8SBW (24.03.21).
- 143 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Klingholz, R. (2019). Afrikas demografische Vorreiter. Wie sinkende Kinderzahlen Entwicklung beschleunigen. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3cXpFoy (24.03.21).
- 144 Wodon, Q. (2019). How well do Catholic and other faith-based schools serve the poor? A study with special reference to Africa: part I: schooling. *International Studies in Catholic Education*, 11(1), p. 4–23. bit.ly/39apw00 (24.03.21).
- 145 Diamant, J. (2019). The countries with the 10 largest Christian populations and the 10 largest Muslim populations (FACTANK. News in the Numbers). pewrsr.ch/3sjEKHo (24.03.21).
- 146 Wilson Center (2021). A Conversation with the Sultan of Sokoto: Peace and Development Initiatives, Challenges, and Potential Prospects in Nigeria. bit.ly/3xrfUIM (24.03.21).
- 147 The Sultan of Sokoto, Muhammadu Sa'ad Abubakar III (2019). Traditional leaders come together to help keep girls in school. bit.ly/3rInEIN (24.03.21).
- 148 World Health Organization | Regional Office for Africa (2021). Keeping Sexual and Reproductive Health and Family Planning in the health agenda of the African countries during the COVID-19 pandemic and beyond. bit.ly/39b9Eu6 (24.03.21).
- 149 Kaps, A., Schewe, A.-K. & Klingholz, R. (2019). Afrikas demografische Vorreiter. Wie sinkende Kinderzahlen Entwicklung beschleunigen. Berlin: Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung. bit.ly/3cXpFoy (24.03.21).
- 150 Population Reference Bureau (2020). World Population Data Sheet 2020. Percent of Married Women 15 – 49 Using Contraception, Modern Methods. bit.ly/3rICdFZ (24.03.21).
- 151 Biddlecom, A. E., Hessburg, L., Singh, S., Bankole, A. & Darabi, L. (2007). Protecting the next generation in Sub-Saharan Africa. Learning from adolescents to prevent HIV and unintended pregnancy. New York : Guttmacher Institute. bit.ly/2LYDF81 (24.03.21).
- 152 Wells, E. (2015). Countering Myths and Misperceptions About Contraceptives (Outlook on Reproductive Health June 2015). Seattle. bit.ly/3simpu8 (24.03.21).
- 153 Population Reference Bureau (2020). World Population Data Sheet 2020. Percent of Married Women 15 – 49 Using Contraception, Modern Methods. bit.ly/3rICdFZ (24.03.21).
- 154 IntraHealth (2020). The Future of Family Planning in West Africa Starts Here. bit.ly/31eH6LO (24.03.21).
- 155 Machiyama, K., Casterline, J. B., Mumah, J. N., Huda, F. A., Obare, F., Odwe, G. et al. (2017). Reasons for unmet need for family planning, with attention to the measurement of fertility preferences: protocol for a multisite cohort study. *Reproductive health*, 14(1), S. 23. bit.ly/3lJBjOI (24.03.21).
- 156 Jeune S3 Alliance members (2020). Jeune S3. Santé, ux
- 157 United Nations Population Fund – UNFPA (2017). Regional Symposium. Islam, Demographic Dividend and Family Wellbeing. N'Djamena. bit.ly/3qA5Edh (24.03.21). p.3.
- 158 SWEDD est le Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend Project. Cf. <https://bit.ly/3qOMCjg>.
- 159 Population Reference Bureau (2020). World Population Data Sheet 2020. Total Fertility Rate 2019. bit.ly/3jz2wf8 (24.03.21).

3. Comment les organisations religieuses contribuent à maîtriser le changement démographique

- 160 London Summit on Family Planning (2013). Summaries of Commitments. 2 December 2013, UK Aid, Bill and Melinda Gates Foundation. bit.ly/3qROkA1 (24.03.21).
- 161 Hasselback, L., Dicko, M., Viadro, C., Ndour, S., Ndao, O. & Wesson, J. (2017). Understanding and addressing contraceptive stockouts to increase family planning access and uptake in Senegal. *BMC health services research*, 17(1), S. 373. bit.ly/3sm3W0a (24.03.21).
- 162 Benson, A., Calhoun, L., Corroon, M., Gueye, A., Guilkey, D., Kebede, E. et al. (2018). The Senegal urban reproductive health initiative: a longitudinal program impact evaluation. *Contraception*, 97(5), p. 439–444. bit.ly/2PkX7NC (24.03.21).
- 163 United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2020). World Family Planning 2020 Highlights: Accelerating action to ensure universal access to family planning (ST/ESA/SER.A/450). New York. bit.ly/37bVOGL (24.03.21).
- 164 United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2021). Data Portal Family Planning. Indicators: UNMMoDP, DEMAny, DEMMod. population.un.org/dataportalng/home (24.03.21).
- 165 Définition : part des femmes âgées de 15 bis à 49 ans qui ne souhaitent pas avoir d'enfants ou souhaitent reporter d'autres grossesses, mais qui n'ont recours à aucune méthode contraceptive (projection), 2020, en pour cent.
- 166 United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2020). Estimates and Projections of Family Planning Indicators 2020., United Nations. New York. bit.ly/3tX01In (24.03.21).
- 167 Bietsch, K., Williamson, J. & Reeves, M. (2020). Family Planning During and After the West African Ebola Crisis. *Studies in family planning*, 51(1), p. 71–86. bit.ly/3riWem7 (24.03.21).
- 168 United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2020). World Family Planning 2020 Highlights: Accelerating action to ensure universal access to family planning (ST/ESA/SER.A/450). New York. bit.ly/37bVOGL (24.03.21).
- 169 (2018). Straight Talk on Family Planning and Religion at ICFP 2018. Interview with Bicbic Chua, Executive Director of the Catholics for Reproductive Health, and Mohammed Bun Bida, Director of Muslim Family Counselling Services. bit.ly/37sLzyf.
- 170 Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung (20.01.2021). Entretien Muslim Family Counselling Services. Interview avec M. Bun Bida.
- 171 Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung (20.01.2021). Entretien Muslim Family Counselling Services. Interview avec M. Bun Bida.
- 172 Hardee, K., Croce-Galis, M. & Gay, J. (2017). Are men well served by family planning programs? *Reproductive health*, 14(1), p. 1–14. bit.ly/2PIWH9V (24.03.21).
- 173 Vouking, M. Z., Evina, C. D. & Tadenfok, C. N. (2014). Male involvement in family planning decision making in sub-Saharan Africa- what the evidence suggests. *The Pan African medical journal*, 19, S. 1–5. bit.ly/3rieqfE (24.03.21).
- 174 The DHS Program (2020). STATcompiler. Funded by USAID. Among currently married women 1) not currently using 2) currently using family planning, the percentage for whom the decision was made mainly by wife, husband, both or others or the response is don't know or missing. www.statcompiler.com/ (24.03.21).
- 175 Vouking, M. Z., Evina, C. D. & Tadenfok, C. N. (2014). Male involvement in family planning decision making in sub-Saharan Africa- what the evidence suggests. *The Pan African medical journal*, 19, S. 1–5. bit.ly/3rieqfE (24.03.21).
- 176 Tearfund (2021). Transforming Masculinities: Tearfund's approach to ending SGBV – Tearfund. bit.ly/3shUSZT (24.03.21).
- 177 Hoehn, K. (2019). Faith and Family Planning. Working together to drive progress post 2020, Family Planning 2020 (Factsheet). bit.ly/3pG3zLz (24.03.21).
- 178 Fleischman, J. (2020). An Improbable Success: The Ouagadougou Partnership's Advances in Family Planning Across Francophone West Africa, The Ouagadougou Partnership. Dakar. bit.ly/2NtvsJO (24.03.21).
- 179 Fleischman, J. (2020). An Improbable Success: The Ouagadougou Partnership's Advances in Family Planning Across Francophone West Africa, The Ouagadougou Partnership. Dakar. bit.ly/2NtvsJO (24.03.21).
- 180 Faith to Action Network (2021). History. bit.ly/37z5c7C (24.03.21).

4. Et ensuite ?



Les communautés religieuses et leurs représentants peuvent jouer un rôle clé dans le ralentissement de la croissance démographique des pays d'Afrique de l'Ouest à moyen terme. Comme en témoignent les exemples illustrés précédemment. Bon nombre de personnes se laissent guider, outre par des valeurs traditionnelles et culturelles, surtout par leur foi, lorsqu'elles décident du moment de fonder une famille et du nombre d'enfants souhaité. C'est pourquoi les hommes et les femmes prennent très au sérieux les positions d'imams, de prêtres et de chefs religieux autochtones sur l'égalité des sexes, l'éducation des filles, la planification familiale et la sexualité. Ils font en effet autorité en termes de questions religieuses, interprètent les textes sacrés pour les croyants et en déduisent des recommandations d'action pour la vie quotidienne.

Des modèles patriarcaux persistent encore dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest, les filles ne bénéficient souvent pas d'enseignement secondaire et les femmes sont fréquemment financièrement dépendantes de leurs maris. L'inégalité des sexes empêche davantage d'autodétermination en matière de planification familiale et favorise ainsi les taux de natalité élevés entre la Mauritanie et le Nigeria. Pour que ce taux baisse à moyen terme, les femmes doivent pouvoir participer à la société sur un même pied d'égalité. Mais d'ici là, il reste encore un long chemin à parcourir dans de nombreux pays avant que les normes sociales ainsi que les valeurs culturelles et religieuses s'adaptent à la réalité d'aujourd'hui.

Les associations religieuses et les représentants religieux locaux peuvent stimuler et promouvoir le changement en lisant la Bible ou le Coran de manière non sexiste, en réfutant les interprétations erronées et en remettant en question les modèles traditionnels.

4. Et ensuite ?

Pour ce faire, ils doivent eux-mêmes accepter ce rôle et se mobiliser. De plus, leurs partenaires laïcs au sein des gouvernements, des autorités sanitaires et de la société civile devraient aussi prendre en compte et renforcer le potentiel de ces communautés religieuses. Voici quelques recommandations sur ce que les communautés religieuses et leurs partenaires devraient faire :

A. Les partenaires laïcs des organisations religieuses

- 1. Les États, leurs autorités et les organisations de la société civile devraient identifier les associations religieuses, les groupes et les individus qui souhaitent débattre de la planification familiale, l'égalité des sexes et l'éducation des filles et faire avancer ces causes au sein de leurs réseaux.** Les représentants religieux influents peuvent être particulièrement précieux, car de nombreux religieux et croyants suivent leurs prises de position. Les personnes engagées sur ces thèmes ne sont certes pas encore majoritaires dans les communautés religieuses, mais il est important de s'appuyer sur le potentiel existant et de rallier à cette cause davantage de croyants.
- 2. Les autorités de santé et d'éducation devraient intégrer davantage le potentiel de communautés religieuses dans leurs stratégies.** À la différence des acteurs laïcs, les représentants de l'islam, du christianisme ou des religions autochtones touchent également les personnes ayant des opinions religieuses particulièrement conservatrices et sont écoutés par ces dernières. En tant que relais d'opinion, ils peuvent donc y créer un climat propice aux échanges sur le nombre d'enfants, les méthodes de contraception, voire les grossesses chez les adolescentes. Les communautés religieuses peuvent ainsi asseoir l'acceptation de la planification familiale.
- 3. Les États et la société civile devraient s'efforcer de trouver la bonne approche pour assurer une coopération durable avec les communautés religieuses.** Habituellement, la planification familiale fait référence à diverses méthodes que les couples utilisent pour planifier le moment de fonder une famille et combien d'enfants ils souhaitent avoir. Pour les imams, en revanche, la planification familiale signifie plutôt que les parents laissent s'écouler suffisamment de temps entre deux grossesses. Les partenaires de communautés religieuses doivent connaître ces subtilités et savoir à quelles valeurs religieuses et culturelles elles font référence. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront coopérer d'égal à égal, de manière fructueuse et pérenne. Chaque communauté a sa propre façon d'aborder ces thématiques sensibles, souvent taboues. Dans certaines régions, les organisations doivent tout d'abord rallier des religieux à leur cause en tant que relais d'opinion, alors que dans d'autres communautés, ils peuvent travailler directement avec les croyants.
- 4. Les États doivent étendre le financement de programmes performants, et impliquer des autorités religieuses de façon ciblée.** Les organisations telles que le MFCS qui, depuis des années et avec succès, rallient des religieux en qualité de relais d'opinion à leur cause et les intègrent dans leur programme manquent souvent d'argent et de ressources : elles ne peuvent par exemple pas employer suffisamment de collaborateurs ou ne disposent pas de véhicules pour aller à la rencontre de communautés isolées. Les gouvernements et autorités sanitaires devraient donc allouer un meilleur soutien financier aux démarches efficaces d'organisations religieuses. Mais tous les acteurs étatiques ou laïcs ne considèrent pas les communautés religieuses comme des partenaires idoines pour les programmes dédiés à la planification familiale. C'est pourquoi les organisations religieuses devraient continuer à lever ces réticences qui persistent encore en maint endroit.

B. Les institutions et communautés religieuses et leurs représentants locaux

5. **Les associations religieuses et leurs représentants devraient populariser des interprétations non sexistes de textes religieux et battre en brèche les mythes.** L'image de communautés religieuses ne voyant les femmes que comme des mères et des épouses domine toujours. Les communautés religieuses sont les plus à même d'aller à l'encontre de ce stéréotype et de proposer des positions alternatives. Les organisations telles que le CRSD ou le réseau *Faith to Action* ne cessent par exemple de répéter que l'islam ne s'oppose en soi pas à la planification familiale. La CETA développe en outre des interprétations non sexistes de la Bible. Les organisations devraient les populariser dans leurs propres rangs, mais aussi au-delà. Elles peuvent pour ce faire, s'appuyer davantage sur les réseaux sociaux, former encore plus de religieux aux arguments théologiques en faveur d'une plus grande égalité des sexes ou rédiger des articles et accorder des interviews à la radio ou à la télévision.
6. **Les religieux devraient sensibiliser leurs pairs à l'importance de l'égalité des sexes, de la planification familiale et de l'éducation des filles pour le développement socio-économique.** En effet, la participation des femmes a une influence décisive sur l'accélération de la baisse de la fécondité dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Celle-ci serait nécessaire pour faire avancer le développement. Ce n'est qu'alors que chacun aura de meilleures chances de trouver un emploi rémunérateur, de mener une vie saine et de développer ses propres intérêts grâce à l'éducation. C'est pourquoi les organisations religieuses devraient devenir des experts en corrélations entre croissance démographique et développement durable et transmettre leurs connaissances aux églises ou mosquées membres. Les représentants religieux locaux peuvent ainsi découvrir quels atouts personnels et sociaux des taux de natalité en baisse offrent, et en parler au sein de leurs communautés.
7. **Les organisations religieuses, leurs collaborateurs et les représentants religieux devraient intensifier les échanges et le travail en réseau et mettre en place un catalogue suprarégional de bonnes pratiques.** Les réseaux tels que *Faith to Action*, l'organisation *Religions for Peace* ou encore le *Partenariat de Ouagadougou* réunissent régulièrement des chefs et praticiens religieux et laïcs. Ils encouragent l'échange et mettent leurs forces en commun. Ces deux aspects sont essentiels pour favoriser l'égalité des sexes, l'éducation des filles et la planification familiale au sein des communautés religieuses. Ces réunions sont également précieuses pour les représentants religieux : chacun découvre par exemple comment les collègues développent des concepts alternatifs de masculinité au sein de leur communauté tout en restant en accord avec leur foi. C'est motivant et au final, tous peuvent profiter des expériences d'autrui. Dans le même temps, les organisations et réseaux devraient veiller à ce que les bons exemples ne soient pas noyés sous une montagne de rapports. Certes, il existe des documentations détaillées sur des projets tels que *Jeune S3*, mais une plateforme comprenant des méthodes fructueuses systématiquement élaborées pour l'implication des hommes ou proposant différentes stratégies pour mener des dialogues au sein des communautés fait jusqu'à présent défaut. L'avantage est clair : les nouvelles personnes engagées pourraient adapter des idées venant de l'extérieur à leur contexte local ou directement mettre en œuvre des concepts existants. Ainsi, de bonnes idées pourraient faire florès.

- 8. Les religieux et les associations religieuses engagés devraient confronter les leaders de leurs communautés religieuses à la réalité et aux changements sociaux sur le terrain.** Même si des évêques d'Afrique de l'Ouest, par exemple, rejettent d'une manière générale les contraceptifs modernes, les prêtres locaux encouragent souvent le recours aux préservatifs, au vu des problèmes sociaux qu'ils observent au sein de leurs communautés. Ils savent après tout que les femmes tombent souvent enceintes contre leur gré. Les dirigeants des communautés religieuses ne devraient pas non plus nier ces réalités. Les organisations religieuses peuvent œuvrer en ce sens, en réunissant par exemple des représentants religieux de tous niveaux et des jeunes et leurs parents, comme dans le projet *Jeune S3*. En entretien direct, les jeunes peuvent illustrer eux-mêmes pourquoi ils souhaitent d'autres conseils ou des conseils mieux adaptés sur la sexualité et la planification familiale. Ils peuvent aussi montrer aux adultes qu'à leur âge, ils veulent découvrir et explorer l'amour et la sexualité – même si la morale sexuelle religieuse le leur interdit. Il en résulte dans le meilleur des cas la compréhension et la confiance nécessaires pour trouver ensemble des solutions qui améliorent la vie des hommes et des femmes.
- 9. Les communautés religieuses devraient œuvrer pour l'égalité des sexes et renforcer l'implication des hommes.** Les hommes ont la même responsabilité que les femmes en ce qui concerne la sexualité, la famille et la discrimination liée au genre. Pour cette raison, les organisations religieuses et leurs représentants devraient davantage prendre en compte les hommes. Ils devraient interroger avec eux dans quelle mesure le rôle social de « l'homme » nuit aux autres, élaborer avec eux des concepts positifs de masculinité et dégager les avantages d'une planification familiale. Seules quelques organisations religieuses comme le CRSD et *Tearfund* réalisent à ce jour de tels projets, l'implication des hommes est à cet égard essentielle pour que les femmes participent à la société sur un pied d'égalité avec les hommes.

Mentions légales

Éditeur :

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Programme régional pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest Abidjan

Côte d'Ivoire

Février 2022

Comment citer cette publication :

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V. (Ed.) : La foi en action, Comment les organisations religieuses favorisent le changement démographique en Afrique de l'Ouest, Berlin-Institute, Février 2022.

Le **Programme régional pour le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest** de la fondation Konrad-Adenauer-Stiftung instaure un dialogue ouvert et transparent sur diverses plateformes de discussion dans la région du golfe de Guinée. Initié en 1992, il donne lieu à une réflexion de longue haleine sur des questions sensibles telles que la réconciliation nationale, l'intégration régionale ou la démographie.

L'Institut de Berlin pour la Population et le Développement est un groupe de réflexion indépendant qui se consacre aux questions de changements démographiques régionaux et mondiaux. Créé en 2000 en tant que fondation à but non lucratif, l'institut a pour mission de sensibiliser au changement démographique, de promouvoir le développement durable, d'introduire de nouvelles idées dans le débat politique et de développer des concepts afin de résoudre les problèmes de politique démographique et de développement. Dans ses études et documents de réflexion et d'information, l'Institut élabore des informations scientifiques destinées au processus de prise de décision politique.

Cette étude a été commandée par la Fondation Konrad Adenauer e.V. et réalisée par l'Institut de Berlin pour la Population et le Développement.

Cette publication de la Fondation Konrad Adenauer e. V. est uniquement fournie à titre indicatif. Elle ne peut être utilisée par les partis politiques, les militants ou les bénévoles à des fins de campagne. Cela s'applique aux élections fédérales, régionales et locales ainsi qu'aux élections au Parlement européen.

Illustrations : © iStock/Angelina Bambina

Conception: yellow too Pasiek Horntrich GbR

Composition : Konrad-Adenauer-Stiftung (Abidjan)

L'édition imprimée a été produite de manière climatiquement neutre par l'imprimerie Kern GmbH, Bexbach sur du papier certifié FSC Imprimé en Allemagne.

Imprimé avec le soutien financier de la République fédérale d'Allemagne.



Cette publication est sous licence Creative Commons « Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International », CC BY-SA 4.0 (disponible sur : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>).

ISBN 978-3-98574-024-6

